



RAPPORT FINANCIER ANNUEL

DALET S.A.
Société Anonyme au capital de 7.010.545,60 €
Siège social : 8, rue Collange – 92593 Levallois-Perret Cedex

378 017 016 RCS Nanterre

Sommaire

Comptes annuels au 31 décembre 2008	4
1. Bilan	4
2. Compte de résultat	5
3. Annexe aux comptes sociaux	6
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	31
Comptes consolidés au 31 décembre 2008	34
1. Bilan consolidé	34
2. Compte de résultat consolidé	35
3. Tableau des flux de trésorerie consolidés	36
4. Variation des capitaux propres du Groupe	37
5. Notes annexes aux comptes consolidés	37
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	64
Rapport de Gestion	66
1. Rapport sur la gestion du groupe	66
2. Rapport sur la gestion de la Société	76
3. Autorisation à donner au conseil d'administration d'intervenir sur ses actions propres	86
Annexe 1 : Tableau des 5 derniers exercices	89
Annexe 2 : Tableau récapitulatif des autorisations d'émission de titres de capital et de créance et niveau de leur utilisation	90

Déclaration du Président

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. »

David LASRY
Président directeur général

Comptes annuels au 31 décembre 2008

1. Bilan

	(montants en euros)		
	Notes	31-déc.-08	31-déc.-07
ACTIF			
Immobilisations incorporelles	1	9 316 782	9 025 220
Immobilisations corporelles	2	56 004	76 938
Immobilisations financières	3	2 580 607	1 996 535
Total de l'actif immobilisé		11 953 393	11 098 693
Stocks et en cours	4	82 325	40 183
Clients et comptes rattachés	5	4 378 076	5 117 799
Autres créances	6	1 087 794	1 172 024
Valeurs mobilières de placement	7	1 505 605	670 837
Disponibilités		761 142	1 465 617
Total de l'actif circulant		7 814 942	8 466 460
Charges constatées d'avance	21	212 234	160 496
Charges à répartir sur plusieurs exercices	21	0	0
Ecarts de conversion actif	21	112 541	100 160
Total de l'actif		20 093 110	19 825 809
PASSIF			
Capital		7 010 546	7 010 546
Primes d'émission et de fusion		17 210 516	17 210 516
Réserves		102 756	102 756
Report à nouveau		-11 456 189	-10 689 827
Résultat de l'exercice		127 401	-766 362
Total des capitaux propres	8	12 995 030	12 867 629
Provisions pour risques et charges	9	152 834	155 660
Emprunts et dettes financières	10	890 738	130 232
Fournisseurs et comptes rattachés		2 373 105	2 814 224
Dettes fiscales et sociales	11	720 551	740 665
Autres dettes	12	464 048	468 574
Total des dettes		4 448 442	4 153 695
Produits constatés d'avance	21	2 452 440	2 625 876
Ecarts de conversion passif	21	44 364	22 949
Total du passif		20 093 110	19 825 809

2. Compte de résultat

(montants en euros)

	Notes	2008	2007
Chiffre d'affaires	13	14 235 386	13 087 770
Autres produits d'exploitation	14	2 682 162	2 600 370
Produits d'exploitation		16 917 548	15 688 140
Achats et variation de stocks	15	1 591 621	2 249 244
Autres charges externes	16	10 241 226	8 329 897
Impôts et taxes		228 396	173 501
Charges de personnel		3 198 567	3 031 947
Dotations aux amortissements	17	2 269 333	1 216 436
Dotations aux provisions		162 228	166 829
Autres charges		8 628	6 250
Charges d'exploitation		17 699 999	15 174 104
Résultat d'exploitation		-782 451	514 036
Produits financiers		1 658 479	2 900 771
Charges financières		917 483	3 837 943
Résultat financier	18	740 996	-937 172
Résultat courant avant impôts		-41 455	-423 136
Résultat exceptionnel	19	-24 086	-371 781
Impôts sur les bénéfices	20	-192 942	-28 555
Résultat net		127 401	-766 362

3. Annexe aux comptes sociaux

3.1. Nature et description de l'activité

Dalet propose une gamme complète de solutions de numérisation dans le domaine des médias.

3.2. Faits caractéristiques de l'exercice

Néant

3.3. Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

3.4. Règles et méthodes comptables

[Code de commerce – articles 8, 9 et 11]

[Décret n° 83 –1020 du 29-11-1983 – articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3]

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément à la continuité de l'exploitation, à l'indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Dans le contexte actuel de forte volatilité des marchés et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques, les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2008 ont été réalisées sur la base de la meilleure estimation possible par la Direction de la société à ce jour de l'avenir prévisible.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- **Immobilisations incorporelles**

- Logiciels acquis

Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Ils sont amortis selon le mode linéaire :

- 12 mois si la valeur unitaire est inférieure à 1.500 euros

- 3 ans si la valeur unitaire est supérieure à 1.500 euros.

- Fonds de commerce

Les fonds de commerce ne sont pas amortis.

Un test de valeur est pratiqué une fois par an, entraînant la comptabilisation d'une provision si la valeur d'évaluation devient inférieure à la valeur inscrite à l'actif du bilan.

- Logiciels créés à usage commercial

Les frais de recherche et développement engagés par la Société sont activés dans le respect des critères définis par les règlements 2002-10 du CRC relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et 2004-6 relatif à la définition des actifs

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les frais d'entretien et de réparations sont constatés en charge dans l'exercice.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la durée d'utilisation probable des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes :

- Matériel de bureau et informatique : linéaire sur 3 ans
- Mobilier de bureau : linéaire sur 5 ans
- Agencements, installations : linéaire sur 7 ans

- **Immobilisations financières**

Les titres de participation sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition.

Dans le cas où l'actif net comptable de la filiale est négatif, une provision pour dépréciation des titres de participation est constituée. De plus, il est comptabilisé une provision sur les créances à hauteur de la situation nette négative. Si cette dernière est supérieure aux créances inscrites à l'actif du bilan, une provision complémentaire est comptabilisée en provision pour risque.

Les avances consenties aux filiales en devises étrangères sont converties au cours des devises à la date des transactions ; il est tenu compte des écarts de conversion résultant de la conversion des soldes au cours de clôture.

Les autres immobilisations financières correspondent à des dépôts et cautionnements versés.

- **Stocks**

Les stocks sont constitués principalement de cartes audionumériques.

Les stocks de cartes sont valorisés selon la méthode FIFO. Ils sont provisionnés en tenant compte de l'ancienneté des références.

- **Clients et comptes rattachés**

La société commercialise ses services auprès d'une clientèle variée. Elle évalue périodiquement le risque crédit et la situation financière de ses clients, et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables.

Les risques de recouvrement clients sont appréciés d'une part en tenant compte des difficultés de recouvrement identifiées et constatés en provision pour dépréciation. D'autre part, les éventuels litiges techniques avec certains clients font l'objet d'une provision pour risques. La méthode d'évaluation retenue combine une analyse de l'ancienneté des comptes clients (pourcentage de

dépréciation variant selon l'ancienneté) avec des estimations de la Direction réalisées au cas par cas.

- **Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une provision calculée pour chaque ligne de titre d'une même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois, ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés.

- **Ecart de conversion**

Les écarts de conversion qui figurent au bilan correspondent à la différence entre les créances et les dettes converties au cours des devises mensuelles et le cours des devises à la clôture de l'exercice.

- **Actions propres**

Les actions propres sont détenues dans le cadre des plans d'attribution d'actions gratuites accordées par le conseil d'administration.

- **Provisions pour risques**

Des provisions pour risques sont constatées pour couvrir des risques, nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables, et qui ont pu être estimés de manière fiable.

Les provisions pour litiges font l'objet d'une analyse au cas par cas.

- **Chiffre d'affaires**

Les règles de prise en compte du chiffre d'affaires, en application des normes IAS 18 et IAS 11, sont les suivantes :

Prestations faisant l'objet d'un forfait

Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir. Une provision pour perte à terminaison est constatée contrat par contrat dès qu'une perte est anticipée. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

Les prestations pouvant être isolées sont reconnues au moment de leur réalisation.

Intégration de Systèmes associée à des ventes de logiciels ou de matériels (projets dits "complexes")

La part de revenu relative aux ventes de logiciels et matériels associés à la réalisation de projets complexes est enregistrée lorsque le transfert des risques et avantages est effectué. Ce transfert a généralement lieu à la livraison, sauf dans les cas où les projets présentent un degré de complexité élevé et sont susceptibles de comporter des risques particuliers quant à leur achèvement. Dans ce cas, le projet est considéré dans son ensemble et le revenu est enregistré à l'avancement.

Ventes de Progiciels et de Matériel

Pour les ventes de progiciels et de matériel seules, la vente est comptabilisée en chiffre d'affaires lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété est transféré à l'acheteur.

Maintenance

Le chiffre d'affaires relatif à ces prestations est enregistré prorata temporis sur la durée du contrat.

- **Résultat exceptionnel**

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société.

- **Engagements en matière de retraite**

Conformément aux dispositions de la loi française, la société s'affranchit de ses obligations de financement des retraites du personnel par le versement de cotisations calculées sur la base des salaires aux organismes qui gèrent les programmes de retraite. Il n'a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

La loi française exige également, le cas échéant, le versement en une seule fois d'une indemnité de fin de carrière. Cette indemnité est déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis aux salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite. L'engagement dû à ce titre n'est pas comptabilisé en provisions pour risques et charges.

- **Instruments financiers**

La Société et ses filiales peuvent avoir recours à des instruments financiers comme des couvertures de change ou des achats d'options pour couvrir des risques liés à la fluctuation des taux d'intérêt ou de change.

NOTE 1 : Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-08			31-déc.-07
	Valeurs brutes	Amortissements	Provisions	Valeurs nettes
Logiciels	341 219	277 074		64 145
Logiciels créés à usage commercial	6 846 995	5 033 653		1 813 342
Logiciels en cours de réalisation	1 939 295			1 939 295
Fonds de commerce	5 599 092		99 092	5 500 000
Total	14 726 601	5 310 727	99 092	9 316 782

L'évolution des immobilisations incorporelles et des amortissements s'analyse comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-07	Augmentations	Diminutions	Reclassement	31-déc.-08
Logiciels	271 497	69 722			341 219
Logiciels créés à usage commercial	5 844 673	562 375		439 947	6 846 995
Logiciels en cours de réalisation	439 947	1 939 295		-439 947	1 939 295
Fonds de commerce	5 599 092				5 599 092
Total	12 155 209	2 571 392	0	0	14 726 601
<i>Amortissements</i>	3 030 897	2 279 830			5 310 727
<i>Provisions</i>	99 092				99 092
Valeurs nettes	9 025 220		0	0	9 316 782

Le fonds de commerce de 5.599.092 euros correspond :

- à une acquisition de 1998 pour une activité dans le domaine des logiciels numériques dénommée Numisys pour 99.092 euros. Le test de valeur pratiqué sur cet actif incorporel a révélé une valeur nulle en raison de l'arrêt définitif des activités. A ce titre, une provision pour dépréciation de 99.082 euros a été comptabilisée en 2005.

- à l'évaluation de l'activité de DDMS France suite à la fusion-absorption de 2003 pour 5.500.000 euros.

Le test de valeur effectué au 31 décembre 2008 sur la base des hypothèses retenues au moment de la fusion a montré une valeur supérieure à celle inscrite au bilan, ne justifiant donc pas la dotation d'une provision.

NOTE 2 : Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-08			31-déc.-07
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Installations générales, agenc. et aménagements divers	46 381	34 222	12 159	16 531
Matériel de transport	26 674	11 155	15 519	16 642
Matériel de bureau et informatique, mobilier	617 706	589 380	28 326	43 765
Total	690 761	634 757	56 004	76 938

L'évolution des immobilisations corporelles et des amortissements s'analyse comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-07	Augmentations	Diminutions	31-déc.-08
Installations générales, agenc. et aménagements divers	46 381			46 381
Matériel de transport	22 430	4 450	206	26 674
Matériel de bureau et informatique, mobilier	736 081	26 320	144 695	617 706
Total	804 892	30 770	144 901	690 761
<i>Amortissements</i>	727 954	32 191	125 388	634 757
Valeurs nettes	76 938		19 513	56 004

NOTE 3 : Immobilisations financières

Les immobilisations financières se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-08			31-déc.-07
	Valeurs brutes	Provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Titres de participation	10 504 634	8 219 250	2 285 384	1 935 517
Créances rattachées aux participations	570 906	354 633	216 273	0
Prêts et autres immobilisations financières	78 950		78 950	61 018
Total	11 154 490	8 573 883	2 580 607	1 996 535

L'évolution des immobilisations financières et des provisions s'analyse comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-07	Augmentations	Diminutions	31-déc.-08
Titres de participation	10 504 634			10 504 634
Créances rattachées aux participations	335 814	235 092		570 906
Prêts et autres immobilisations financières	61 018	24 086	6 154	78 950
Total	10 901 466	259 178	6 154	11 154 490
<i>Provisions</i>	8 904 931	399 511	730 559	8 573 883
Valeurs nettes	1 996 535			2 580 607

Le détail des filiales et des participations est le suivant à la date du 31 décembre 2008 :

Filiale (en milliers)	Capital (en devises)	Capitaux propres autres que le capital (en devises)	%	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés		Montant des cautions et avals donnés par la société	CA H.T. du dernier exercice clos (KE)	Résultat (KE)	Observations devises 1 € =
				Brute (KE)	Nette (KE)	Brute (KE)	Nette (KE)				
Dalet Digital Média Systems USA	7.172 KUSD	(5.874) KUSD	100.00%	5 768	933	-	-	-	4 268	680	1.470755 USD
Dalet Limited	5 KGBP	61 KGBP	100.00%	8	8	216	216	-	683	16	0.796285 GBP
Dalet Sistemas Espana	60 KE	58 KE	99.98%	60	60	-	-	-	204	8	
Gefen	50 KILS	4.656 KILS	99.90%	10	10	-	-	-	5 314	291	5.266857 ILS
Dalet GmbH	1.023 KE	251 KE	100.00%	4 602	1 274	-	-	-	253	269	
Dalet Australia Pty Ltd	-	238 KAUD	100.00%	-	-	-	-	-	551	19	1.741623 AUD
Dalet Systems Asia Pte	100 KSGD	(906) KSGD	100.00%	57	-	355	-	-	188	16	2.076187 SGD
TOTAL				10 505	2 285	571	216			1 299	

Note: le cours des devises indiqué dans la colonne "Observations" est celui utilisé pour convertir les éléments du compte de résultat.

Note : Dalet S.A. a perçu 650 000 € de dividende de la part de sa filiale allemande Dalet GmbH.

Les éléments concernant les entreprises liées et les participations se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-08	31-déc.-07
Titres de participation	10 504 634	10 504 634
Créances rattachées aux participations	570 906	335 814
Total immobilisations	11 075 540	10 840 448
Créances clients et comptes rattachés	655 820	563 144
Dettes financières	810 523	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 192 814	1 054 019
Charges constatées d'avance		
Total	9 728 023	10 349 573
Produits de participation	650 000	1 451 715
Charges d'intérêt liées aux participations	27 726	30 220

NOTE 4 : Stocks

Les stocks s'analysent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-07	Augmentations	Diminutions	31-déc.-08
Cartes audionumériques et autres matériels informatiques	53 023	35 687		88 710
Total	53 023	35 687	0	88 710
<i>Provisions</i>	12 840	1 404	7 859	6 385
Valeurs nettes	40 183			82 325

NOTE 5 : Clients et comptes rattachés

Le détail du poste clients est le suivant :

(montants en euros)	31-déc.-07	Augmentations	Diminutions	31-déc.-08
Créances clients	5 482 329	0	669 971	4 812 358
<i>Provisions</i>	364 530	130 031	60 279	434 282
Valeurs nettes	5 117 799			4 378 076

Créances à 1 an au plus	5 028 942	4 316 407
Créances à plus d'un an	453 387	495 951

La répartition entre créances clients hors groupe et groupe est la suivante :

(montants en euros)	31-déc.-07	Augmentations	Diminutions	31-déc.-08
Créances clients - hors groupe	4 919 185		762 647	4 156 538
<i>Provisions</i>	304 257	130 031	47 451	386 837
Valeurs nettes	4 614 928			3 769 701

Créances à 1 an au plus	4 539 871	3 734 660
Créances à plus d'un an	379 314	421 878

Le chiffre d'affaires hors groupe a augmenté globalement de 6,5 %

- chiffre d'affaires 2007 hors groupe : 12.400.976 euros
- chiffre d'affaires 2008 hors groupe : 13.209.857 euros

mais la part du quatrième trimestre sur le chiffre d'affaires annuel est nettement inférieur en 2008 : 19 % en 2008 contre 43 % pour 2007.

(montants en euros)	31-déc.-07	Augmentations	Diminutions	31-déc.-08
Créances clients - groupe	563 144	92 676		655 820
<i>Provisions</i>	60 273		12 828	47 445
Valeurs nettes	502 871			608 375

Créances à 1 an au plus	489 071	581 747
Créances à plus d'un an	74 073	74 073

NOTE 6 : Autres créances

Elles s'analysent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-08	31-déc.-07	à 1 an au plus	à plus d'un an
Fournisseurs - avance	2 000		0	2 000
Fournisseurs - avoirs non parvenus	28 382		28 382	
Personnel et comptes rattachés	25 608	23 543	4 500	21 108
Organismes sociaux	2 494		2 494	
Affacturation - dépôt de garantie	29 688	116 099	0	29 688
Affacturation - créances	439 982	483 876	439 982	
Subvention à recevoir	121 585	86 738	121 585	
Crédit d'impôt recherche	296 864	127 003	296 864	
Taxe sur la valeur ajoutée	141 191	334 675	141 191	
Débiteurs divers	0	90	0	
Total	1 087 794	1 172 024	1 034 998	52 796

Créances à 1 an au plus	1 034 998	949 749
Créances à plus d'un an	52 796	222 275

Le poste « Affacturation – créances » se décompose de la façon suivante :

- cession des créances clients pour 407.386 euros
- créance sur l'organisme d'affacturation pour 32.596 euros
- sans financement à la fin de l'année

NOTE 7 : Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont composées de la façon suivante :

(montants en euros)	31-déc.-07	Augmentations	Diminutions	31-déc.-08
Actions propres	0	44 055	44 055	0
Sicav court terme	670 837	834 768		1 505 605
Total	670 837	878 823	44 055	1 505 605

Le produit net de cession des Sicav a généré un produit financier de 28.391 euros et une charge financière de 3.008 euros en 2008, soit un résultat net financier de 25.383 euros.

La valeur de réalisation des Sicav au 31 décembre 2008 fait apparaître une plus value latente de 14.435 euros.

Les actions propres comptabilisées dans ce poste ont été achetées dans le cadre du plan d'attribution d'actions gratuites accordées par le conseil d'administration du 18 juillet 2006. La société a acheté et attribué 50.000 actions conformément au plan, cela a dégagé un mali de 44.055 euros présenté en charges de personnel.

NOTE 8 : Variation des capitaux propres

(montants en euros)	31-déc.-07	Augmentation de capital	Affectation du résultat	Résultat 2008	autres	31-déc.-08
Capital	7 010 546					7 010 546
Prime d'émission	11 627 998					11 627 998
Prime de fusion	3 241 032					3 241 032
Prime d'apport	2 336 088					2 336 088
Bons de souscription d'actions	5 398					5 398
Réserve légale	6 500					6 500
Réserves indisponibles	73 120					73 120
Autres réserves	23 136					23 136
Report à nouveau	-10 689 827		-766 362			-11 456 189
Résultat de l'exercice	-766 362		766 362	127 401		127 401
Total	12 867 629	0	0	127 401	0	12 995 030

• Composition du capital

Au 31 décembre 2008, le capital de Dalet SA est représenté par 17.526.364 actions d'une valeur nominale de 0.40 euro, soit un capital social de 7.010.545,60 euros.

Les actions composant le capital se répartissent ainsi selon leur nature :

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			en fin d'exercice
		en début d'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
titres à vote simple	0.4	13 856 682	-358 301		13 498 381
titres à vote double	0.4	3 669 682	358 301		4 027 983
titres auto détenus	0.4	0			0
Total		17 526 364	0	0	17 526 364

• Plans d'attribution d'options de souscription d'actions

Assemblée générale mixte du 30 mai 2001

L'assemblée générale mixte du 30 mai 2001, a autorisé le conseil d'administration à consentir au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de Commerce des options donnant droit, si elles sont levées, à la souscription et/ou à l'achat d'actions de la Société dans la limite d'un montant maximum de 417.000 actions nouvelles de 0,40 euro de valeur nominale chacune, étant précisé que ce plafond de 417.000 actions serait commun aux actions auxquelles donnent droit les options de souscription d'actions et celles donnant droit à l'achat d'actions. Cette autorisation avait une validité de 38 mois.

Assemblée générale mixte du 30 juin 2006 :

L'assemblée générale mixte du 30 juin 2006 a autorisé le Conseil d'administration à consentir au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de Commerce des options donnant droit, si elles sont levées, à la souscription et/ou à l'achat d'actions de la Société dans la limite d'un montant maximum de 500.000 actions nouvelles de 0,40 euro de valeur nominale chacune, étant précisé que ce plafond de 500.000 actions serait commun aux actions auxquelles donnent droit les options de souscription d'actions et celles donnant droit à l'achat d'actions.

Options attribuées par le conseil d'administration dans le cadre de ces délégations :

Conseil d'administration du 2 juillet 2004

Le conseil d'administration en date du 2 juillet 2004 a attribué 107.100 Options donnant droit de souscrire 107.100 actions de 0,40 euro de nominal à un prix unitaire de 1,15 euro.

Conseil d'administration du 18 juillet 2006

Le conseil d'administration en date du 18 juillet 2006 a attribué 94.400 Options donnant droit de souscrire 94.400 actions de 0,40 euro de nominal à un prix unitaire de 1,16 euro.

Synthèse des options attribuées en cours de validité au 31 décembre 2008

Caractéristiques des plans		
Date du conseil d'administration	02/07/2004	18/07/2006
Date d'assemblée générale	30/05/2001	30/06/2006
Nombre de personnes concernées	35	51
<i>Dont mandataires sociaux</i>	0	0
Nombre d'options de souscriptions attribuées	107 100	94 400
<i>Dont mandataires sociaux</i>	0	0
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	107 100	94 400
Point de départ d'exercice des options	02/07/2005	18/07/2007
Date d'expiration de l'exercice des options	01/07/2009	17/07/2011
Prix de souscription par action	1,15	1,16
Nombre d'actions souscrites au cours de l'exercice 2007	0	0
Nombre d'actions souscrites au 31/12/07	2 750	0
Options annulées durant l'exercice	14 600	12 000
Options en vigueur au 31/12/08	50 000	66 900

Au total, il reste 116.900 options de souscription d'action susceptibles d'être exercées au 31 décembre 2008.

- **Attribution d'actions gratuites**

L'assemblée générale mixte du 30 juin 2006 a autorisé le Conseil d'administration à procéder au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-197-2 du Code de commerce à des attributions ou des émissions d'actions gratuites dans la limite de 5 % du

capital soit 579.531 actions. La période d'acquisition est fixée à deux ans, les actions attribuées devant être conservées deux ans par les bénéficiaires à compter de l'attribution définitive.

Conseil d'administration du 18 juillet 2006

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 30 juin 2006, le Conseil d'administration a attribué 50.000 actions gratuites.

A l'issue de la période d'acquisition, les 50.000 actions ont été portées au compte du bénéficiaire.

Conseil d'administration du 11 septembre 2007

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 30 juin 2006, le Conseil d'administration a attribué 132.800 actions gratuites à émettre.

Compte tenu du départ de la société d'un attributaire, il demeure 122.800 actions à attribuer au 31 décembre 2008.

NOTE 9 : Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

(montants en euros)	31-déc.-07	Dotations	Reprises		31-déc.-08
			provision utilisée	provision non utilisée	
Provision pour litige - personnel	46 000		41 683	4 317	0
Provision pour litige - client	0				0
Provision pour perte de change	100 160	112 541	100 160		112 541
Provision pour perte sur contrat	9 500				9 500
Provision pour attribution d'actions gratuites aux salariés		30 793			30 793
Total	155 660	143 334	141 843	4 317	152 834

Impact des dotations et reprises sur le :

Résultat d'exploitation	30 793	20 000
Résultat financier	112 541	100 160
Résultat exceptionnel		26 000

L'ensemble des écarts de conversion – actif sont provisionnés.

Les pertes sur contrat sont des pertes à terminaison. Elles ont été évaluées en jours hommes à partir d'une analyse au cas par cas et valorisés au coût direct journalier.

La provision pour attribution d'actions gratuites aux salariés concerne le plan accordé par le conseil d'administration du 11 septembre 2007. Il est prévu de procéder par acquisition d'actions propres. La provision tient compte du cours de l'action au 31 décembre 2008, du nombre d'actions devant être attribuées sachant que les salariés concernés doivent être présents à la fin de la période d'acquisition soit le 11 septembre 2009. La provision est appréciée prorata temporis depuis la date d'attribution. La dotation est présentée en charges de personnel par l'intermédiaire du compte transfert de charge.

NOTE 10 : Emprunts et dettes financières diverses

Les emprunts et dettes financières sont les suivants :

(montants en euros)	31-déc.-07	Augmentations	Diminutions	31-déc.-08
Concours bancaires	2 013	864		2 877
Emprunts bancaires	17 357		6 710	10 647
EOC - intérêts courus	44 156		44 156	
Emprunt - intérêts courus	39	24	39	24
Filiale Dalet GmbH (Allemagne)		810 523		810 523
Avances remboursables	66 667			66 667
Total	130 232	811 411	50 905	890 738

Dettes à 1 an au plus	52 918	76 586
Dettes à plus d'un an	77 314	814 152

Avances remboursables :

Elles sont constituées au 31 décembre 2008 d'une avance du Ministère de l'Industrie de 66.667 euros nommée NMS.

Cette avance n'est pas soumise à intérêt.

NOTE 11 : Dettes fiscales et sociales

Le détail des dettes fiscales et sociales est le suivant :

(montants en euros)	31-déc.-08	31-déc.-07
Personnel et comptes rattachés	306 073	342 850
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	314 201	311 070
Taxe sur la valeur ajoutée	15 520	2 507
Autres impôts taxes	84 757	84 238
Total	720 551	740 665

Dettes à 1 an au plus	720 551	740 665
Dettes à plus d'un an	0	0

NOTE 12 : Autres dettes

Le détail des autres dettes est le suivant :

(montants en euros)	31-déc.-08	31-déc.-07
Avances et acomptes reçus sur commandes	464 048	468 574
Créditeurs divers		
Total	464 048	468 574

Dettes à 1 an au plus	464 048	468 574
Dettes à plus d'un an	0	0

NOTE 13 : Chiffre d'affaires

(montants en euros)	CA 2008 par nature			CA 2007
	Hors groupe	Groupe	Total	Hors groupe
Ventes de licences	5 036 685	793 138	5 829 823	4 816 079
Prestations de services	5 528 761	83 815	5 612 576	3 980 888
Ventes de matériel	2 177 348	47 645	2 224 993	3 200 148
Refacturation de frais généraux	467 063	100 931	567 994	403 861
Total	13 209 857	1 025 529	14 235 386	12 400 976

(montants en euros)	CA 2008 par secteur géographique			CA 2007
	Hors groupe	Groupe	Total	Hors groupe
Europe	9 212 412	41 847	9 254 259	9 419 637
Amériques	743 548	908 254	1 651 802	663 274
Afrique / Moyen-Orient	1 991 671	64 261	2 055 932	1 833 098
Asie / Océanie	1 262 226	11 167	1 273 393	484 967
Total	13 209 857	1 025 529	14 235 386	12 400 976

Le chiffre d'affaires hors groupe a progressé globalement de 6,5 %, les prestations de services ont augmenté de 39 % et les ventes de matériel ont chuté de 32 %.

Le territoire qui a fortement augmenté est l'Asie / Océanie, soit 2,6 fois plus qu'en 2007 ; il représente environ 10 % du chiffre d'affaires hors groupe.

NOTE 14 : Autres produits d'exploitation

Le détail des autres produits d'exploitation est le suivant :

(montants en euros)	2008	2007
Production immobilisée	2 501 670	2 176 626
Subventions d'exploitation	46 904	139 166
Reprises sur provisions	88 138	251 690
Autres produits d'exploitation	316	1 830
Transferts de charges d'exploitation	45 134	31 058
Total	2 682 162	2 600 370

La production immobilisée correspond à la valeur brute des frais de développement de logiciels comptabilisée en immobilisation incorporelle.

Les reprises sur provisions comprennent principalement des reprises de provisions

- pour risque sur un litige avec le personnel pour 20.000 euros
- pour dépréciation des clients et du stock pour 68.138 euros.

NOTE 15 : Achats et variation de stocks

(montants en euros)	2008	2007
Ventes de matériel	2 224 993	3 297 057
Achats et variation de stocks	1 591 621	2 249 244
Marge	633 372	1 047 813
en pourcentage	28.5%	31.8%

NOTE 16 : Autres charges externes

L'évolution des autres charges externes est la suivante :

(montants en euros)	2008	2007
Sous-traitance	5 426 791	4 537 443
Achats non stockés	32 262	33 491
Crédit-bail	13 069	13 471
Location et charges locatives	290 621	261 184
Entretien réparation	44 813	43 384
Assurances	96 988	61 869
Rémunération d'intermédiaires	106 903	32 845
Honoraires	2 373 819	1 611 600
Publicité salons	507 025	407 380
Transports	73 667	52 928
Déplacement mission réception	1 045 849	1 063 257
Frais postaux et telecom	161 847	127 708
Autres charges externes	67 572	83 337
Total	10 241 226	8 329 897

Le détail du poste "Honoraires" est le suivant :

(montants en euros)	2008	2007
Commissions sur ventes	573 544	205 271
Commissions des petites filiales	1 475 117	1 125 368
Rémunération de l'affacturage	32 763	43 857
Rémunération des volontaires civiles à l'étranger	50 401	17 801
Honoraires des auditeurs	80 053	80 125
Honoraires juridiques	64 290	84 905
Frais d'actes	50 915	40 578
Divers	46 736	13 695
Total	2 373 819	1 611 600

NOTE 17 : Dotations aux amortissements

(montants en euros)	2008	2007
Dotations sur immobilisations incorporelles		
Logiciels	6 541	4 323
Logiciels créés à usage commercial	2 230 601	1 107 878
	2 237 142	1 112 201
Dotations sur immobilisations corporelles		
Installations générales, agenc. et aménagements divers	4 373	4 443
Matériel de transport	5 572	5 604
Matériel de bureau et informatique, mobilier	22 246	30 337
	32 191	40 384
Dotations sur charges à répartir		63 851
Total des dotations aux amortissements	2 269 333	1 216 436

NOTE 18 : Résultat financier

(montants en euros)	2008	2007
Produits financiers		
Dividendes reçus	650 000	1 450 000
Revenus sur créances rattachées aux titres de participations	0	1 715
Gains de change	149 369	129 552
Plus values sur VMP	28 391	18 214
Reprises sur provisions	830 719	1 301 290
	1 658 479	2 900 771
Charges financières		
Charges d'intérêts et agios	28 984	32 214
Charges d'intérêts sur emprunt obligataire convertible (EOC)	-2	67 116
Charges d'intérêts sur affacturage	18 284	37 812
Pertes de change	343 042	615 283
Dotations aux provisions	512 052	3 046 731
Autres charges financières	15 123	38 787
	917 483	3 837 943
Résultat financier	740 996	-937 172

Le détail des postes significatifs est le suivant :

(montants en euros)	2008	2007
Titres de participation	730 559	202 474
Créances rattachées sur titres	0	15 975
Couverture des situations nettes négatives des filiales	0	9 357
Emprunt obligataire convertible - prime de non conversion	0	578 577
Perte de change	100 160	494 907
Total des reprises	830 719	1 301 290
Titres de participation	380 693	2 946 571
Créances rattachées sur titres	18 818	
Pertes de change	112 541	100 160
Total des dotations	512 052	3 046 731

NOTE 19 : Résultat exceptionnel

(montants en euros)	2008	2007
Produits exceptionnels		
Produits sur exercices antérieurs	27 453	49 838
Produits cession des éléments d'actif	17 126	12 361
Reprises sur provisions	26 000	15 000
Autres produits exceptionnels		1 450
Transferts de charges		170 000
	70 579	248 649
Charges exceptionnelles		
Pénalités sur marchés		200 000
Charges sur exercices antérieurs	8 132	4 277
Valeur nette des immobilisations cédées	19 513	2 320
Litige avec le personnel	22 000	
Dotations aux provisions		
Autres charges exceptionnelles	2 332	330
Dotations aux amortissements	42 688	413 503
	94 665	620 430
Résultat exceptionnel	-24 086	-371 781

La reprise sur provisions porte sur le litige avec le personnel soit un résultat net positif de 4.000 euros sur ce litige.

La dotation exceptionnelle aux amortissements de 42.688 euros concerne les frais de développement de logiciels qui ont été comptabilisés en immobilisation incorporelle et pour lesquels les critères d'immobilisation ne sont plus remplis.

NOTE 20 : Impôt sur les sociétés

Les montants d'impôt sont pour l'essentiel des impositions forfaitaires et le crédit d'impôt recherche.

(montants en euros)	2008	2007
Impôt sur les bénéfices		
Impôt forfaitaire annuel		15 000
Crédit d'impôt recherche	-192 942	-43 555
Total	-192 942	-28 555

Le déficit reportable des exercices antérieurs s'élève à 28.051.810 euros.

Le déficit fiscal de l'exercice se monte à 981.552 euros.

NOTE 21 : Autres informations

1. Rémunération des dirigeants

La rémunération globale des organes d'administration et de direction s'est élevée à 332.267 euros pour l'exercice 2008.

2. Provisions pour risques et pour dépréciation

(montants en euros)	31-déc.-07	Dotations	Reprises	31-déc.-08
Provisions pour risques et charges				
Provision pour litige - personnel	46 000		46 000	
Provision pour perte de change	100 160	112 541	100 160	112 541
Provision pour perte sur contrat	9 500			9 500
Provision pour attribution d'actions gratuites aux salariés		30 793		30 793
	155 660	143 334	146 160	152 834
Provision pour dépréciation				
Fonds de commerce	99 092			99 092
Titres de participation	8 569 116	380 693	730 559	8 219 250
Créances rattachées aux participations	335 815	18 818		354 633
Stocks et en-cours	12 840	1 404	7 859	6 385
Comptes clients	364 530	130 031	60 279	434 282
	9 381 393	530 946	798 697	9 113 642

Impact des dotations et reprises sur le :

Résultat d'exploitation	162 228	88 138
Résultat financier	512 052	830 719
Résultat exceptionnel		26 000

3. Transferts de charges

(montants en euros)	2008	2007
Avantage en nature / voiture	8 471	11 143
Avantage en nature / téléphone	2 190	2 142
Attribution d'actions gratuites	30 793	
Remboursement sinistre	3 680	153
Remboursement honoraires		17 620
Total (exploitation)	45 134	31 058

4. Crédit-bail

(montants en euros)	Valeur d'origine	Dotations théoriques aux amortissements		Valeur nette théorique	Redevances	
		exercice	cumulées		exercice	cumulées
Logiciels	38 112		38 112	0		43 005
Matériel de transport	78 697	14 955	58 228	20 469	12 424	68 600
Matériel de bureau et informatique, mobilier	14 619	406	406	14 213	462	462
Total	131 428	15 361	96 746	34 682	12 886	112 067

(montants en euros)	Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel	Montant pris en charge dans l'exercice
	à un an au plus	à plus d'un an et moins de cinq ans	à plus de cinq ans	total		
Logiciels				0		
Matériel de transport	8 577	8 577		17 154	233	12 607
Matériel de bureau et informatique, mobilier	5 544	10 626		16 170	1	462
Total	14 121	19 203	0	33 324	234	13 069

5. Comptes de régularisation

(montants en euros)	31-déc.-08	31-déc.-07
<u>Produits constatés d'avance</u>		
Maintenance	2 055 918	1 518 417
Soft	231 827	654 852
Prestations de services	92 338	358 308
Ventes de matériel	70 357	92 299
Refacturation de frais généraux	2 000	2 000
	2 452 440	2 625 876
<u>Charges constatées d'avance</u>		
Sous-traitance	10 767	
Achats	36 588	
Crédit-bail	214	397
Location et charges locatives	64 560	70 536
Entretien réparation	158	4 258
Assurances	9 864	2 641
Honoraires	16 092	17 743
Publicité salons	59 587	56 733
Déplacement mission réception	1 575	1 186
Frais postaux et telecom	2 357	516
Autres charges externes	476	476
Taxes	2 600	
Médecine du travail	1 904	
Chèques restaurant	5 377	5 955
Charges financières - cautions	115	55
	212 234	160 496

<u>Ecart de conversion</u>	Actif	Provision pour perte de change	Passif
Sur créances rattachées aux participations	30 473	30 473	
Sur autres créances	79 153	79 153	10 630
Sur fournisseurs	2 915	2 915	33 734
Total	112 541	112 541	44 364

(montants en euros)	31-déc.-08	31-déc.-07
Produits à recevoir		
Créances clients et comptes rattachés	1 486 821	1 212 533
Autres créances	28 382	0
	1 515 203	1 212 533
Charges à payer		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 902	46 209
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	760 489	630 076
Dettes fiscales et sociales	497 066	540 351
Autres dettes	0	0
	1 260 457	1 216 636

6. Effectif moyen

<u>Personnel salarié</u>	2008	2007
Cadres	28	27
Employés	1	1
Total	29	28

<u>Personnel mis à disposition de l'entreprise</u>	2008	2007
Cadres	1.6	
Employés		
Total	1.6	0.0

7. Engagements hors bilan

Nature de l'opération	Montant (euros)	Echéance
1/ Engagements donnés		
Cautions bancaires obtenues sur marchés :		
<ul style="list-style-type: none"> • Soumission 	5.793	illimitée
	2.730	illimitée
	35.000	illimitée
	17.500	01/02/2009
<ul style="list-style-type: none"> • Bonne exécution 	68.130	17/05/2009
	42.075	30/04/2009
<ul style="list-style-type: none"> • Restitution d'acompte 	241.205	30/06/2009
Indemnités de fin de carrière évaluées selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées (<i>ou méthode du prorata des droits à terme</i>)	150.356	
Droit Individuel à la Formation (1.933 heures)	32.221	
2/ Engagements reçus		
Engagements avec clause de retour à meilleure fortune au bénéfice de Dalet S.A.		
<ul style="list-style-type: none"> • ENNOV S.A. au titre des avoirs accordés en 2001 	46.916	
<ul style="list-style-type: none"> • Dalet GmbH au titre de l'abandon de créances restant sur l'exercice 2001 	633.333	
<ul style="list-style-type: none"> • Dalet GmbH au titre des abandons transférés lors de l'acquisition 	4.594.906	
<ul style="list-style-type: none"> • Dalet Digital Média Systems Inc. USA au titre de l'abandon de créances restant sur l'exercice 1998 (787.234 USD valorisés au cours de clôture du 31/12/08 soit 1 euro = 1,3917 USD) 	565.664	
<ul style="list-style-type: none"> • Dalet Digital Média Systems Inc. USA au titre de l'abandon de créances réalisé en 1999 	479.252	

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2008

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société DALET, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité, et de leur financement. Le manque de visibilité sur le futur crée des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables. Ces conditions sont décrites dans la note 3.4 de l'annexe aux comptes annuels. C'est dans ce contexte que nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance en application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce.

Règles et méthodes comptables :

- Comme indiqué dans la note « immobilisations incorporelles » du paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels, les frais de développement engagés par votre société sont activés et amortis dans le respect des principes définis par les règlements CRC 2004-06 relatif à la définition des actifs et CRC 2002-10 relatif à la dépréciation et l'amortissement des actifs.
- La note « Immobilisations financières » du paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels indique que votre société peut être amenée à constater une provision pour dépréciation des titres de participation et des créances rattachées lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable de ces titres et créances.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes appliquées et des informations fournies dans l'annexe.

Estimations :

- Comme décrit dans la note « immobilisations incorporelles » du paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels, votre société peut être amenée à constater une provision pour dépréciation de ses fonds de commerce afin de ramener la valeur inscrite à l'actif du bilan à leur valeur d'évaluation. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et hypothèses utilisées ainsi que les calculs effectués par votre société pour déterminer la valeur d'évaluation. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, du changement, de la cessation de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 14 mai 2009

Les Commissaires aux Comptes

Alain LAHMI

Deloitte & Associés

Jean-Luc BERREBI

Comptes consolidés au 31 décembre 2008

1. Bilan consolidé

Bilan consolidé IFRS (en milliers d'euros)	Notes	31-déc.-08 12 mois	31-déc.-07 12 mois
Goodwill	1	180	418
Immobilisations incorporelles	2	3 849	3 530
Immobilisations corporelles	3	366	375
Actifs financiers à long terme	4	132	196
Disponibilités bloquées à long terme	5	265	95
Autres actifs non courants	6	135	217
Impôts différés actifs	25	292	10
ACTIF NON COURANT		5 219	4 841
Stocks		106	51
Clients	7	6 062	6 885
Autres débiteurs	8	796	727
Trésorerie et équivalent de trésorerie	9	4 191	3 713
Actifs d'impôts exigibles		403	108
ACTIF COURANT		11 558	11 484
Actifs détenus en vue de la vente			2 534
TOTAL ACTIF		16 777	18 859
Capital	10	7 010	7 010
Primes		17 209	17 209
Réserves consolidées		-16 309	-14 004
Résultat Consolidé		165	-2 332
Paiement fondé sur des actions		153	122
Réserves de conversion		568	515
Capitaux propres part du groupe		8 796	8 520
Intérêts minoritaires		5	4
CAPITAUX PROPRES		8 801	8 524
Dettes financières à long terme	11	17	122
Provisions à long terme	12	150	197
Impôts différés passifs	25	413	686
PASSIF NON COURANT		580	1 005
Provision à court terme	13	120	105
Dettes financières à court terme	14	118	558
Dettes d'impôt exigible		4	71
Fournisseurs		1 549	2 116
Dettes fiscales et sociales	15	1 557	1 613
Autres créditeurs	16	4 048	3 583
PASSIF COURANT		7 396	8 046
Dettes associées à des actifs détenus en vue de la vente			1 284
TOTAL PASSIF		16 777	18 859

2. Compte de résultat consolidé

Compte de Résultat consolidé (en milliers d'euros)	Notes	31-déc.-08 12 mois	31-déc.-07 12 mois
Chiffre d'affaires net	17	17 821	19 055
Autres produits des activités ordinaires		8	37
Achats et autres charges externes	18	-8 233	-8 485
Charges de personnel		-6 730	-7 930
Impôts et taxes		-271	-209
Dotations amortissements	19	-2 437	-1 761
Dotations provisions nettes des reprises	20	-214	63
Autres produits et charges exploitation	21	86	-13
Résultat Opérationnel Courant		30	757
Autres produits et charges opérationnels	22	-367	-2 338
Résultat Opérationnel		-337	-1 581
Produits de trésorerie		59	59
Coût de l'endettement financier brut	23	-30	-276
Coût de l'endettement financier net		29	-217
Autres produits et charges financiers	24	-70	-135
Résultat courant avant impôt		-378	-1 933
Impôts sur les résultats	25	544	-398
Résultat net de l' ensemble consolidé		166	-2 331
Dont part du groupe		165	-2 332
Dont part des minoritaires		1	1

Résultat net par action (en euros) 0,00 € -0,15 €

Résultat net dilué par action (en euros) 0,00 € -0,15 €

Nombre moyen d'actions 17 526 364 15 208 653

Nombre moyen d'actions dilué 17 643 264 15 534 953

Nombre d' actions ordinaires 17 526 364 17 526 364

Options de souscription d'actions 116 900 143 500

Actions gratuites 182 800

3. Tableau des flux de trésorerie consolidés

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE (en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
	12 mois	12 mois
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	166	-2 331
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	2 405	1 657
+/- perte de valeur sur actifs à long terme	238	2 202
-/+ Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	10	-5
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	91	69
-/+ Autres produits et charges calculés		
-/+ Plus et moins-values de cession	3	-3
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	2 913	1 589
+ Coût de l'endettement financier net	-29	217
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	-544	398
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	2 340	2 204
- Impôts versé (B)	4	-160
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)(C)	300	359
+/- Variation des autres actifs et passifs non courants liés à des activités à céder (C')	1 211	
= FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D) = (A + B + C+C')	3 855	2 403
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-2 751	-2 380
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	18	14
+/- Variation des prêts et avances consentis	64	6
= FLUX NET de TRESORERIE LIE aux OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)	-2 669	-2 360
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		
. Versées par les actionnaires de la société mère	0	1 417
-/+ Rachats et reventes d'actions propres	-44	
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	0	59
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-71	-75
- Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	-74	-173
+/- Autres flux liés aux opérations de financement	-541	-86
= FLUX NET de TRESORERIE LIE aux OPERATIONS de financement (F)	-730	1 142
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)	22	-31
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (D + E + F + G)	478	1 154
<u>Trésorerie à la clôture de la période</u>		
Trésorerie et équivalents	4 191	3 713
<u>Trésorerie à l'ouverture de la période</u>		
Trésorerie et équivalents	3 713	2 559
variation	478	1 154

4. Variation des capitaux propres du Groupe

(en milliers d'euros)	Capital	Prime	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Titres de l'entreprise consolidante	Paiement fondé sur des actions	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres TOTAL
situation IFRS au 31 décembre 2005	4 451	13 216	-10 269	-4 051	94	-28	32	3 445	1	3 446
Affectation du résultat 2005			-4 051	4 051						
Résultat 2006				-130				-130	2	-128
Variation des écarts de conversion			-374		439			65		65
Augmentation de capital	639	1 043						1 682		1 682
IFRS 2 - stock option		-20	20				21	21		21
Titres auto-contrôle						28		28		28
Résultat / titres auto-contrôle			7					7		7
Emprunt obligataire : composante capitaux propres			123					123		123
VMP variation plus-value			7					7		7
IDA variation de taux			25					25		25
situation IFRS au 31 décembre 2006	5 090	14 239	-14 512	-130	533		53	5 273	3	5 276
Affectation du résultat 2006			-130	130						
Résultat 2007				-2 332				-2 332	1	-2 331
Variation des écarts de conversion			-22		-18			-40		-40
Augmentation de capital	1 920	3 023						4 943		4 943
IFRS 2 - stock option		-53	53				69	69		69
Emprunt obligataire : composante capitaux propres			612					612		612
VMP variation plus-value			-5					-5		-5
IDA variation de taux										
situation IFRS au 31 décembre 2007	7 010	17 209	-14 004	-2 332	515		122	8 520	4	8 524
Affectation du résultat 2007			-2 332	2 332						
Résultat 2008				165				165	1	166
Variation des écarts de conversion			1		53			54		54
Augmentation de capital										
IFRS 2 - stock option							31	31		31
Titres auto-contrôle										
Résultat / titres auto-contrôle			16					16		16
VMP variation plus-value			10					10		10
IDA variation de taux										
situation IFRS au 31 décembre 2008	7 010	17 209	-16 309	165	568		153	8 796	5	8 801

5. Notes annexes aux comptes consolidés

5.1. Notes préliminaires

5.1.1. Informations relatives à l'entreprise

Dalet est une société anonyme à Conseil d'administration dont le siège social est situé au 8 rue Collange, 92593 Levallois-Perret Cedex. Les états financiers consolidés du groupe intègrent la société et ses filiales.

Dalet conçoit des logiciels de gestion de contenus numérique audio et vidéo, essentiellement pour des diffuseurs Radio et Télévision. Certaines applications de « media asset management » ou d'acquisition de données ont permis l'extension de son offre à d'autres marchés, comme les tribunaux des pays autorisant les enregistrements ou les parlements.

5.1.2. Déclaration de conformité aux IFRS

Dalet se conforme au règlement européen du 19 juillet 2002 relatif à l'application à compter du 1er janvier 2005 des normes IAS / IFRS.

La préparation des états financiers en normes IFRS au 31 décembre 2008 repose sur les normes et interprétations publiées à cette date, adoptées par l'Union Européenne, et sur les options retenues par le groupe.

Ces comptes comprennent, à titre comparatif, des données relatives à l'exercice 2007 traitées selon les mêmes règles.

Les états financiers du Groupe au 31 décembre 2008 n'intègrent pas les éventuels impacts des normes et interprétations publiées au 28 février 2008 mais dont l'application n'est obligatoire qu'à compter des exercices ouverts postérieurement au 31 décembre 2008. Ces textes sont les suivants :

- IAS 1 R, Présentation des états financiers, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 17 décembre 2008.
- Amendement IFRS 2 – Conditions d'acquisition des droits et annulations, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 16 décembre 2008.
- Amendements IAS 32* – Instruments financiers remboursables au gré du porteur, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009.
- IAS 23 R, Coûts d'emprunt, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 10 décembre 2008.
- IFRS 3 R* et IAS 27* révisées – Regroupements d'entreprises, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009.
- IFRS 8 : Secteur opérationnels, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009
- IFRIC 15*, Accords pour la construction d'un bien immobilier, cette norme est applicable à compter des exercices ouverts le 1er janvier 2009.
- IFRIC 16*, Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger, cette norme entre en vigueur au titre des exercices ouverts à compter du 1er octobre 2008.
- IFRIC 17*, Distribution d'actif non monétaires aux actionnaires, applicables pour les exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009.
- IFRIC 13, Programme de fidélisation clients, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 16 décembre 2008.
- IFRIC 14, Surfinancement d'un régime : Plafonnement de l'actif et contribution minimale à compter du 1er janvier 2009. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 16 décembre 2008.

* normes non encore adoptées par l'Union Européenne

5.2. Autres notes

5.2.1. Principes comptables

5.2.1.1. Règles de consolidation et périmètre

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Dalet exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif, sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle est présumé exister lorsque Dalet détient le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une activité économique afin d'en obtenir des avantages.

Les incidences des transactions entre les sociétés du groupe sont éliminées.

Les sociétés appartenant au périmètre de consolidation de la période sont les suivantes :

Nom de la société	Méthode de Consolidation	% intérêts	% de contrôle	Pays d'activité
Dalet S.A	Société Mère	N/A	N/A	France
Dalet UK Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Angleterre
Dalet Digital Media Systems USA Inc.	Intégration Globale	100 %	100 %	Etats Unis
Gefen Ltd	Intégration Globale	99,89 %	99,89 %	Israel
Dalet GmbH	Intégration Globale	100 %	100 %	Allemagne
Dalet Sistemas España	Intégration Globale	99,98 %	99,98 %	Espagne
Dalet Australia Pty Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Australie
Dalet Systems Asia Pte	Intégration Globale	100 %	100 %	Singapour

Il n'a pas été constaté de variation du périmètre de consolidation ni des pourcentages de contrôle au cours de la période.

○ **Date d'arrêté des comptes**

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2008 mis en harmonie avec les principes comptables retenus par le groupe.

○ **Conversion des états financiers en devises**

La monnaie de fonctionnement de chacune des entités du groupe est la monnaie de l'environnement économique dans lequel l'entité opère.

Tous les actifs et passifs des entités consolidées dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au cours de clôture en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de la période clôturée. Les écarts de change résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus sous la rubrique "réserves de conversion" des capitaux propres consolidés.

Les différences de change dégagées lors de la conversion de l'investissement net dans les filiales étrangères sont comptabilisées dans les capitaux propres.

○ **Opérations en devises**

Les opérations en monnaie étrangère sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours de clôture. Tous les écarts sont enregistrés en résultat à l'exception des éléments qui en substance font partie de l'investissement net dans les filiales étrangères qui sont comptabilisés dans les capitaux propres.

5.2.1.2. Bases de préparation

Les états financiers sont présentés en millier d'euros.

Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction et instruments financiers classés comme disponibles à la vente.

Les actifs non courants et les groupes d'actifs destinés à être cédés et classés en actifs détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Dans le contexte actuel de forte volatilité des marchés et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques, les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers consolidés au 31 décembre 2008 ont été réalisées sur la base de la meilleure estimation possible par la direction de la société à ce jour de l'avenir prévisible et ont été évalués dans le cadre d'hypothèses prenant en compte une crise économique dont la durée serait limitée dans le temps.

5.2.1.3. Principes de présentation

Les actifs liés au cycle d'exploitation normal du groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de la période ainsi que la trésorerie disponible et les valeurs mobilières de placement constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de la période constituent des dettes courantes.

Par ailleurs, dans un souci de clarté de lecture de ses comptes et en conformité avec les recommandations du Conseil National de la Comptabilité (CNC R-2004-02) et de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), le groupe a fait le choix d'isoler les éléments non récurrents significatifs au sein de son « Résultat opérationnel » et matérialisera à ce titre le « Résultat opérationnel courant » et les « Autres produits et charges opérationnels ». Ces derniers ne comprennent que des éléments en nombre limité, inhabituels et peu fréquents, de montant particulièrement significatif, généralement repris dans la communication financière.

5.2.1.4. Règles et méthodes d'évaluation

o Goodwill

L'écart calculé entre le coût d'achat de participations acquises et la quote-part revenant au groupe dans les actifs et les passifs identifiés de l'entreprise acquise valorisés à leur juste valeur est inscrit au poste « Goodwill » et affecté à chaque Unité Génératrice de Trésorerie susceptible de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprise.

Ultérieurement, ces goodwills sont évalués à leurs coûts diminués d'éventuelles pertes de valeurs.

o Frais de développement

Les frais de développement engagés dans le cadre de la création de progiciels (nouveaux projets et développement de modules existants) sont comptabilisés en immobilisations incorporelles.

Ces frais de développement sont amortis sur la durée de commercialisation prévue des progiciels compte tenu des évolutions technologiques constatées sur ce marché.

Les frais de développement ne répondant pas aux critères exposés ci-dessus sont comptabilisés en charges d'exploitation, au fur et à mesure de leur engagement.

○ **Autres Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les valeurs comptables des actifs incorporels et corporels sont revues à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur de chacun des actifs considérés.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la durée d'utilisation attendue des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes:

- Matériel informatique : linéaire sur 3 ans.
- Matériel de bureau : linéaire sur 5 ans.
- Agencements, installations : linéaire sur 7 ans.
- Logiciels : linéaire sur une durée de 1 à 3 ans

Les frais d'entretien et de réparation sont constatés en charges de l'exercice.

○ **Immobilisations financières**

Les immobilisations financières sont représentatives de dépôts et cautionnements, comptabilisés à leur valeur historique.

○ **Impôts différés**

Conformément à la norme « IAS 12 Impôts sur le résultat », les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires existant entre le résultat retraité pour être mis en harmonie avec les principes comptables du groupe et le résultat fiscal de chaque entité consolidée. Le taux d'impôt retenu est celui en vigueur à la date de l'arrêté.

Les actifs d'impôt différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs existeront sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées.

○ **Stocks**

Les stocks sont constitués principalement de cartes audionumériques.

Les stocks de cartes sont valorisés selon la méthode FIFO. Ils sont provisionnés si leur valeur de réalisation possible devient inférieure à leur coût d'acquisition.

○ **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

Les valeurs mobilières de placement (VMP) comprennent principalement des parts d'OPCVM de trésorerie qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêts. Les VMP sont comptabilisées à la juste valeur : les variations de celle-ci sont comptabilisées en résultat de la période, conformément à la norme « IAS 39 Instruments financiers, comptabilisation et évaluation ».

○ **Clients et comptes rattachés**

Le groupe commercialise ses services auprès d'une clientèle variée. Il évalue périodiquement le risque de crédit et la situation financière de ses clients, et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables.

Les risques de recouvrement clients sont appréciés en tenant compte des difficultés de recouvrement identifiées et constatés en provision pour dépréciation. La méthode d'évaluation retenue combine une analyse de l'ancienneté des comptes clients (pourcentage de dépréciation variant selon l'ancienneté) avec des estimations de la Direction réalisées au cas par cas. D'autre part, les éventuels litiges techniques avec certains clients font l'objet d'une provision pour risques.

Le groupe à travers la société Dalet procède à l'affacturage d'une partie de ses créances. La société d'affacturage prend en charge le recouvrement des créances. Dalet possède un droit de tirage à hauteur d'une fraction des créances cédées. Les créances clients cédées sont maintenues dans le poste « clients » et les créances ayant fait l'objet d'un tirage figurent dans le poste « dettes financières à court terme ».

- **Provisions à court terme.**

Les obligations du groupe à l'égard des tiers, connues à la date d'arrêté des comptes consolidés et susceptibles d'entraîner une sortie de ressources certaine ou probable sans contre partie au moins équivalente, font l'objet de provisions lorsqu'elles peuvent être estimées avec une fiabilité suffisante conformément à la norme « IAS 37 : Provisions, passifs éventuels, et actifs éventuels »

Les provisions pour litiges font l'objet d'une analyse au cas par cas.

En ce qui concerne les provisions pour restructurations, le coût estimé des mesures de restructuration est pris en charge dès que celles-ci ont fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce ou d'un début d'exécution.

- **Engagements en matière de retraite (provisions à long terme)**

Pour les régimes à cotisations définies, les paiements du groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils sont liés.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui sont comptabilisés en charge opérationnelle courante de l'exercice.

Il n'y a pas d'autre régime à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi dans les sociétés du groupe.

- **Actions propres**

Les achats d'actions propres sont enregistrés en diminution des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de la cession d'actions propres, les gains et pertes de cession sont inscrits dans les réserves consolidées.

- **Résultat par action**

Le résultat net consolidé par action est déterminé sur la base du résultat consolidé ramené au nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice.

Le résultat net consolidé par action après dilution est calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice augmenté du nombre d'actions qui résulterait de la levée de tous les bons ou options de souscription d'actions attribués.

- **Chiffre d'affaires**

Les règles de prise en compte du chiffre d'affaires, en application des normes IAS 18 et IAS 11, sont les suivantes :

- **Prestations faisant l'objet d'un forfait**

Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir. Une provision pour perte à terminaison est constatée contrat par contrat dès qu'une perte est anticipée. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

Les prestations pouvant être isolées sont reconnues au moment de leur réalisation.

- **Intégration de Systèmes associée à des ventes de progiciels ou de matériels (projets dits "complexes")**

La part de revenu relative aux ventes de progiciels et matériels associés à la réalisation de projets complexes est enregistrée lorsque le transfert des risques et avantages est effectué. Ce transfert a généralement lieu à la livraison, sauf dans les cas où les projets présentent un degré de complexité élevé et sont susceptibles de

comporter des risques particuliers quant à leur achèvement. Dans ce cas, le projet est considéré dans son ensemble et le revenu est enregistré à l'avancement.

- **Ventes de Progiciels et de Matériel**

Pour les ventes de progiciels et de matériel seules, la vente est comptabilisée en chiffre d'affaires lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété est transféré à l'acheteur.

- **Maintenance**

Le chiffre d'affaires relatif à ces prestations est enregistré prorata temporis sur la durée du contrat.

5.2.2. Faits caractéristiques et événements postérieurs à la clôture

Faits caractéristiques :

Nous rappelons qu'une cession des actifs de la filiale allemande du groupe Dalet GmbH a été réalisée en date du 26 janvier 2008 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2008. L'impact de cette opération a été entièrement pris sur les comptes 2007 du groupe. L'exécution du protocole de vente au cours de l'exercice 2008 s'est déroulée sans incident. En particulier, le volet financier qui prévoyait un étalement des différents règlements afférents à l'opération a été dénoué à 97 % au 31 décembre 2008.

Parmi les actifs cédés figurait la propriété intellectuelle d'un logiciel historique de Dalet GmbH largement diffusé en Allemagne. Un tableau comparatif figure en NOTE 17 de l'Annexe aux comptes consolidés afin de mettre en évidence l'impact de la cession sur la variation de chiffre d'affaires.

Evénements postérieurs à la clôture :

Néant.

NOTE 1 : Goodwill

Le goodwill figurant au bilan consolidé du groupe concerne uniquement la société Dalet GmbH (anciennement Dalet ANN GmbH) acquise en 2001 au prix de 4.601 milliers d'euros. Le goodwill relatif à cette acquisition était valorisé 418 milliers d'euros au 31 décembre 2007.

L'évaluation pratiquée selon la méthode des Discounted Free Cash-Flow s'élève à 180 milliers d'euros à la date de clôture des comptes 2008, entraînant une perte de valeur de 238 milliers d'euros.

Le taux d'actualisation retenu est de 9 %, appliqué sur les cash-flows prévisionnels sur 5 ans.

NOTE 2 : Immobilisations incorporelles nettes

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-07	Augmentation	Diminution	Ecart de change	31-déc.-08
Frais de Développement	6 285	2 501			8 786
Logiciels	369	102		5	476
Valeurs brutes	6 654	2 603	0	5	9 262
<i>Amortissements Frais de Développement</i>	<i>2 760</i>	<i>2274</i>			<i>5 034</i>
<i>Amortissements logiciels</i>	<i>364</i>	<i>12</i>		<i>3</i>	<i>379</i>
Valeurs nettes	3 530				3 849

NOTE 3 : Immobilisations corporelles nettes

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	31-déc.-08			31-déc.-07
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Autres immobilisations corporelles	1 720	1 354	366	375
Total	1 720	1 354	366	375

L'évolution des immobilisations et des amortissements s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	31-déc.-07	Augmentation	Diminution	Variation taux de Change	31-déc.-08
Autres immobilisations corporelles	1 694	148	167	45	1 720
Total valeurs brutes	1 694	148	167	45	1 720
<i>Amortissements</i>	<i>1 319</i>	<i>151</i>	<i>146</i>	<i>30</i>	<i>1 354</i>
Total valeurs nettes	375				366

NOTE 4 : Actifs financiers à long terme

Les actifs financiers à long terme se répartissent ainsi :

(en milliers d' euros)	31-déc-08	31-déc-07
Dépôts et garanties sur locaux loués	84	87
Prêts au personnel		3
Dépôt de garantie du factor	30	99
Autres dépôts et cautionnements	18	7
Total	132	196

NOTE 5 : Disponibilités bloquées à long terme

Les disponibilités bloquées à plus d'un an sont constituées de comptes bloqués ou de SICAV de trésorerie nanties en garantie de cautions bancaires émises dans le cadre des opérations commerciales.

NOTE 6 : Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants se répartissent ainsi :

(en milliers d' euros)	31-déc-08	31-déc-07
Crédit d'impôt recherche		104
Avances aux salariés	33	21
Autres	102	92
Total	135	217

NOTE 7 : Clients et comptes rattachés

Le détail du poste client est le suivant :

(en milliers d' euros)	31-déc-08	31-déc-07
Créances Clients	6 551	7 219
<i>Provisions</i>	<i>489</i>	<i>334</i>
Valeur nette	6 062	6 885

NOTE 8 : Autres débiteurs

Les autres comptes débiteurs se décomposent de la manière suivante :

(en milliers d' euros)	31-déc-08	31-déc-07
Créances sociales	15	14
Créances fiscales	265	325
Créances sur fournisseurs	29	7
Charges constatées d'avance	271	205
Subventions à recevoir	0	87
Compte courant du factor	32	81
Dépôts et cautionnements	44	8
Divers	140	
Total	796	727

NOTE 9 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

La « trésorerie et équivalents de trésorerie » s'élève à 4.191 milliers d'euros au 31 décembre 2008 contre 3.713 milliers d'euros au 31 décembre 2007.

Ce poste comprend un montant de disponibilités soumises à restriction. Un reclassement est effectué dans « les disponibilités bloquées à long terme » selon l'échéancier prévisionnel suivant :

(en milliers d'euros)	31-déc.-08		31-déc.-07	
	< 1 an	> 1 an	< 1 an	> 1 an
Comptes bloqués en garantie de cautions bancaires	113	28	452	28
SICAV nanties en garantie de caution bancaires	139	237	579	67
Comptes bancaires	2 558		2 581	
SICAV non gagées	1 381		101	
Trésorerie et Equivalent	4 191		3 713	
Disponibilités bloquées à LT		265		95

NOTE 10 : Capitaux propres

Au 31 décembre 2008, le capital de Dalet est représenté par 17.526.364 actions d'une valeur nominale de 0,40 euro, soit un capital social de 7.010.545,60 euros. Il n'y a pas eu de modification du capital au cours de l'année 2008.

- **Plans d'attribution d'options de souscription d'actions**

Assemblée générale mixte du 30 mai 2001

L'assemblée générale mixte du 30 mai 2001, a autorisé le Conseil d'administration à consentir au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de Commerce des options donnant droit, si elles sont levées, à la souscription et/ou à l'achat d'actions de la Société dans la limite d'un montant maximum de 417.000 actions nouvelles de 0,40 euro de valeur nominale chacune, étant précisé que ce plafond de 417.000 actions serait commun aux actions auxquelles donnent droit les options de souscription d'actions et celles donnant droit à l'achat d'actions. Cette autorisation avait une validité de 38 mois.

Assemblée générale mixte du 30 juin 2006 :

L'assemblée générale mixte du 30 juin 2006 a autorisé le Conseil d'administration à consentir au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de Commerce des options donnant droit, si elles sont levées, à la souscription et/ou à l'achat d'actions de la Société dans la limite d'un montant maximum de 500.000 actions nouvelles de 0,40 euro de valeur nominale chacune, étant précisé que ce plafond de 500.000 actions serait commun aux actions auxquelles donnent droit les options de souscription d'actions et celles donnant droit à l'achat d'actions.

Options attribuées par le conseil d'administration dans le cadre de ces délégations :

Conseil d'administration du 2 juillet 2004

Le conseil d'administration en date du 2 juillet 2004 a attribué 107.100 Options donnant droit de souscrire 107.100 actions de 0,40 euro de nominal à un prix unitaire de 1,15 euro.

Conseil d'administration du 18 juillet 2006

Le conseil d'administration en date du 18 juillet 2006 a attribué 94.400 Options donnant droit de souscrire 94.400 actions de 0,40 euro de nominal à un prix unitaire de 1,16 euro.

Synthèse des options attribuées en cours de validité au 31 décembre 2008.

Caractéristiques des plans		
Date du conseil d'administration	02/07/2004	18/07/2006
Date d'assemblée générale	30/05/2001	30/06/2006
Nombre de personnes concernées	35	51
<i>Dont mandataires sociaux</i>	0	0
Nombre d'options de souscriptions attribuées	107 100	94 400
<i>Dont mandataires sociaux</i>	0	0
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	107 100	94 400
Point de départ d'exercice des options	02/07/2005	18/07/2007
Date d'expiration de l'exercice des options	01/07/2009	17/07/2011
Prix de souscription par action	1,15	1,16
Nombre d'actions souscrites au cours de l'exercice 2007	0	0
Nombre d'actions souscrites au 31/12/07	2 750	0
Options annulées durant l'exercice	14 600	12 000
Options en vigueur au 31/12/08	50 000	66 900

Au total, il reste 116.900 options de souscription d'action susceptibles d'être exercées au 31 décembre 2008.

• Attribution d'actions gratuites

L'assemblée générale mixte du 30 juin 2006 a autorisé le Conseil d'administration à procéder au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-197-2 du Code de commerce à des attributions ou des émissions d'actions gratuites dans la limite de 5 % du capital soit 579.531 actions. La période d'acquisition est fixée à deux ans, les actions attribuées devant être conservées deux ans par les bénéficiaires à compter de l'attribution définitive.

Conseil d'administration du 18 juillet 2006

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 30 juin 2006, le Conseil d'administration a attribué 50.000 actions gratuites.

A l'issue de la période d'acquisition, les 50.00 actions ont été portées au compte du bénéficiaire.

Conseil d'administration du 11 septembre 2008

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 30 juin 2006, le Conseil d'administration a attribué 132.800 actions gratuites à émettre.

Compte tenu du départ de la société d'un attributaire, il demeure 122.800 actions à attribuer au 31 décembre 2008.

- **Actions propres :**

Au cours de l'exercice, Dalet a acheté 50.000 actions propres dans le cadre du plan d'attribution d'actions gratuites. Ces actions ont été acquises 44 milliers d'euros soit au cours moyen de 0,88 euro. Elles ont été transférées en date du 18 juillet 2008 au compte du bénéficiaire.

Situation au 31 décembre 2008	
Pourcentage de capital auto-détenu de manière directe et indirecte	0 %
Nombre d'actions annulées au cours des 24 derniers mois	néant
Nombre de titres détenus en portefeuille	néant
Valeur comptable du portefeuille (euros)	néant
Valeur de marché du portefeuille (euros)	néant
A ce jour, la société n'a aucune position ouverte sur des produits dérivés. Aucune action acquise par la société n'a été annulée au cours des vingt-quatre derniers mois	

NOTE 11 : Dettes financières à long terme

Les dettes financières à long terme se décomposent comme suit :

(en milliers d' euros)	31-déc-08	31-déc-07
Subventions	0	67
Divers emprunts bancaires	17	55
Total	17	122

NOTE 12 : Provisions à long terme

Les provisions à long terme sont constituées des engagements de retraite comptabilisés conformément à la norme « IAS 19 : avantages du personnel »

(en milliers d' euros)	31-déc-08	31-déc-07
Indemnités de fin de carrière	150	197
<i>Effectif concerné</i>	<i>26 personnes</i>	<i>27 personnes</i>
<i>Age moyen</i>	<i>39 ans</i>	<i>38 ans</i>

Plusieurs évolutions ont affecté le mode de calcul des indemnités de fin de carrière au 31 décembre 2008.

- Depuis le 1^{er} janvier 2008, l'employeur est redevable d'une contribution sur les indemnités de fin de carrière au taux de 50 %.
- Le changement dans le mode de calcul de l'indemnité légale peut conduire dans certains cas à un calcul plus favorable que l'application de la convention collective, ce qui amène à comparer les deux calculs pour retenir le plus favorable au salarié.
- Enfin, conformément à la recommandation 2003 R-01 du CNC et à la norme IAS 19 révisée, le taux d'actualisation 2008 a été déterminé par référence au taux de rendement moyen des obligations d'entreprise iBoxx corporate AA, soit 6,28 % au 31 décembre 2008. Le taux d'actualisation 2007 avait été calculé par référence au taux d'inflation de 2,30 % et au taux de rendement des OAT de 4,25 %.

Les coûts de retraite pris en charge se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d' euros)	31-déc-08	31-déc-07
Coût des services rendus de l'exercice	28	22
Coût Financier	4	2
Gains et pertes actuarielles	-79	5
Coût net sur la période	-47	29

Les montants reconnus au Bilan ont évolués comme suit :

(en milliers d' euros)	31-déc-08	31-déc-07
Montant provisionné en début de période	197	168
Coût net sur la période	-47	29
Cotisations / Prestations versées	0	0
Montant provisionné en fin de période	150	197

NOTE 13 : Provisions à court terme

L'évolution des provisions à court terme au cours de l'exercice s'explique ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-07	Augmentation ou diminution des charges courantes (*)	Augmentation des provisions	Diminution des provisions		31-déc.-08
				Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions à court terme	105	-42	70	9	4	120
dont provisions :						
<i>risque clients</i>	0		50			50
<i>litige avec le personnel</i>	46	-42			4	0
<i>travaux</i>	49		20	9		60
<i>pertes à terminaison</i>	10					10

- Litiges avec le personnel : il s'agit de litiges portés devant un tribunal
- Travaux : il s'agit de jours de travail provisionnés pour faire face à des engagements donnés auprès de clients.
- Pertes à terminaison : elles sont évaluées en jours hommes à partir d'une analyse au cas par cas et valorisées au coût direct journalier.

(*) Les augmentations ou diminutions des provisions inscrites au bilan sont comptabilisées au compte de résultat en diminution ou augmentation des comptes de charges correspondants quant la nature de la provision permet de la rattacher directement à un compte de charge.

NOTE 14 : Dettes financières à court terme

Les dettes financières à court terme s'analysent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Concours bancaires	9	2
Intérêts courus sur emprunt obligataire		44
Avances remboursables	67	
Tirages sur factor		434
Divers	42	78
Total	118	558

Les « tirages sur factor » représentent des financements sur factures remises au factor.

NOTE 15 : Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales se répartissent ainsi :

(en milliers d' euros)	31-déc-08	31-déc-07
Dettes sociales	1 451	1 412
Dettes fiscales	106	201
Total	1 557	1 613

NOTE 16 : Autres créditeurs

Les autres créditeurs se répartissent ainsi

(en milliers d' euros)	31-déc-08	31-déc-07
Produits constatés d'avance	2 737	2 980
Avances recues sur commandes	1 234	603
Divers	77	
Total	4 048	3 583

NOTE 17 : Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires par nature s'analyse comme suit :

(en milliers d' euros)	2 008		2 007	
Ventes de Licences	6 551	37%	5 919	31%
Prestations de services	4 247	24%	4 988	26%
Ventes de Matériel	3 191	18%	3 986	21%
Support	3 832	22%	4 162	22%
Total	17 821	100%	19 055	100%

Le tableau ci-dessous donne la comparaison entre les données de 2007 hors actifs cédés en Allemagne et les réalisations de 2008.

(en milliers d' euros)	2 008		2007 (hors Open Media)		Variation
Ventes de Licences	6 551	37%	5 768	36%	14%
Prestations de services	4 247	24%	3 625	22%	17%
Ventes de Matériel	3 191	18%	3 789	23%	-16%
Support	3 832	22%	2 971	18%	29%
Chiffre d'affaires	17 821	100%	16 153	100%	10%

NOTE 18 : Achats et autres charges externes

Les achats et autres charges externes se décomposent comme suit :

(en milliers d' euros)	2 008	2 007
Achats consommés	2 310	2 690
Autres achats	146	171
Sous traitance	814	887
Locations et charges locatives	564	679
Honoraires et Intermédiaires	1 154	795
Déplacements missions réception	1 754	1 817
Publicité	499	439
Assurances	145	137
Autres charges externes	847	870
Total	8 233	8 485

NOTE 19 : Dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements se décomposent ainsi :

(en milliers d' euros)	2 008	2 007
Immobilisations incorporelles	2 286	1 541
<i>logiciels</i>	12	20
<i>frais de développement</i>	2 274	1 521
Immobilisation corporelles	151	220
Total	2 437	1 761

NOTE 20 : Dotations aux provisions nettes des reprises

Les dotations et les reprises s'analysent ainsi :

(en milliers d' euros)	2 008	2 007
Pertes à terminaison		
<i>Dotations</i>	-20	-4
<i>Reprises</i>	0	114
Risque clients et autres		
<i>Dotations</i>	-50	-9
<i>Reprises</i>	13	27
Dépréciations clients		
<i>Dotations</i>	-229	-153
<i>Reprises</i>	72	88
Total	-214	63

NOTE 21 : Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation s'analysent ainsi :

(en milliers d' euros)	2 008	2 007
Cessions d'immobilisations		
<i>produits de cession</i>	18	14
<i>valeur nette comptable</i>	-21	-11
Produits sur exercice antérieur	99	76
Charges sur exercice antérieur	-8	-7
Pertes sur créances irrécouvrables nettes de reprises	0	-76
Autres charges	-7	-31
Autres produits	5	22
Total	86	-13

NOTE 22 : Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels sont constitués d'indemnités de licenciement pour 129 milliers d'euros ainsi que de la constatation de la perte de valeur des actifs financier à long terme de 238 milliers d'euros (voir NOTE 1 : Goodwill).

NOTE 23 : Coût de l'endettement financier brut

Le coût de l'endettement financier brut se décompose comme suit :

(en milliers d' euros)	2 008	2 007
Charges d'intérêt de l'emprunt obligataire	0	226
Autres frais financiers	30	50
Total	30	276

NOTE 24 : Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers relèvent principalement de pertes et produits de change.

(en milliers d' euros)	2 008	2 007
Pertes de change	-399	-245
Gains de change	323	147
Autres produits et charges	6	-37
Total	-70	-135

NOTE 25 : Impôt sur les résultats

L'impôt sur les résultats constaté au compte de résultat :

(en milliers d'euros)	2008	2007	2006
Produit (Charge) d'impôt exigible	4	145	46
Produit d'impôt différé	540	253	-166
Impôt sur les résultats	544	398	-120

Le produit d'impôt différé de 540 milliers d'euros se décompose de la façon suivante :

- 267 milliers d'euros résultent de la constatation d'une créance d'impôt différé sur les déficits fiscaux reportables existant dans la filiale Nord Américaine du groupe. Le montant activé correspond à l'impôt sur les sociétés calculé sur le bénéfice prévisionnel de l'exercice 2009.
- 273 milliers d'euros proviennent du calcul d'impôt différé sur l'actif net immobilisé correspondant aux frais de développement activés.

Les impôts différés actifs et passifs figurant au bilan consolidé :

(en milliers d'euros)	2008	2007
Impôts différés actifs		
Provision fiscalement réintégrées		0
Déficits imputables sur des bénéfices fiscaux futurs	282	0
Autres différences temporaires	10	10
Total	292	10
Impôts différés passifs		
Activation des frais de R&D	413	686
Autres différences temporaires		0
Total	413	686
Position nette d'impôts différés (Passif)	121	676

L'impôt différé passif est lié à l'activation des frais de développement. Il se calcule au taux en vigueur dans la filiale où sont constatés des frais de développement activables, sur la base du montant activé net des amortissements comptabilisés au cours de l'exercice.

NOTE 26 : Déficits fiscaux

Les déficits fiscaux des principales filiales du groupe se décomposent comme suit :

(milliers d'euros)	Total	Dalet	DDMS Inc	ANN
Reportables jusqu'au 31 décembre 2022			4 124	
Reportables jusqu'au 31 décembre 2023			2 714	
Reportables jusqu'au 31 décembre 2024			2 717	
Reportables jusqu'au 31 décembre 2025			1 580	
Reportables jusqu'au 31 décembre 2026			549	
Reportables sans limite	33 497	29 033		4 464
TOTAL au 31 dec 2008	37 621	29 033	4 124	4 464

NOTE 27 : Information sectorielle

- Information sectorielle par secteurs d'activité

L'activité du groupe s'analyse sur les trois marchés suivants:

- Les solutions audionumériques pour radio
- Les solutions de salles de rédaction radio et télévision
- Les applications de « media asset management » de dehors des marchés des diffuseurs radio et télévision.

Résultat opérationnel courant :

(en milliers d'euros)	Sol. Audio-		Newsroom/TV		Non-broadcast		Total	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Chiffre d'affaires	5 506	6 459	12 028	11 680	288	916	17 821	19 055
Achats et variation de stocks	862	774	1 423	1 843	25	73	2 310	2 690
<i>Marge brute</i>	4 644	5 685	10 604	9 837	262	843	15 511	16 366
%	84%	88%	88%	84%	91%	93%	87%	86%
Charges opérationnelles courantes	4 740	5 436	10 423	9 068	318	1 104	15 481	15 608
Résultat opérationnel courant	-96	249	182	769	-56	-261	30	757

Répartition des actifs sectoriels :

(en milliers d'euros)	Sol. Audio- numériques Radio		Newsroom/TV		Non-broadcast		Non affecté		Total	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Actifs sectoriels	2 885	2 505	7 110	10 379	133	225	6 648	5 750	16 777	18 859
dont clients	2 146	2 315	3 782	4 457	133	113	0	0	6 062	6 885
dont immobilisations incorporelles	729	35	3 024	2 938	0	112	96	445	3 849	3 530

- Information sectorielle par zone géographique

Chiffre d'affaires (en milliers d'euros)	2008	2007
Europe	9 421	13 181
Amériques	4 908	2 940
Afrique Moyen-Orient	2 154	2 270
Asie Océanie	1 338	664
Total	17 821	19 055

Actifs sectoriels (en milliers d'euros)	2008	2007
Europe	10 895	14 785
Amériques	3 096	1 159
Afrique Moyen-Orient	1 700	2 146
Asie Océanie	1 086	770
Total	16 777	18 859

Accroissement des immobilisations corporelles et incorporelles (en milliers d'euros)	2008	2007
Europe	2 614	2 252
Amériques	5	21
Afrique Moyen-Orient	123	102
Asie Océanie	9	5
Total	2 751	2 380

NOTE 28 : Instruments Financiers

Le groupe n'utilise pas d'instruments financiers dans le cadre de sa gestion du risque de taux. A ce titre, il n'existe pas de contrepartie des placements de trésorerie.

Par ailleurs, le groupe ne couvre pas le risque de change lié à la conversion en euros des états financiers des sociétés hors zone euro.

Ventilation des instruments financiers par catégorie

La répartition au 31 décembre 2008 est la suivante :

(en milliers d' euros)	31-déc.-08				Total Bilan
	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Juste valeur par le résultat sur option	Juste valeur par le résultat	
Actifs non courants					
Autres actifs financiers non courants		267			267
Instruments dérivés non courants					
Actifs courants					
Clients et comptes rattachés		6 062			6 062
Instruments dérivés courants					
Trésorerie et Equivalents de trésorerie	1 381	2 810			4 191

La répartition au 31 décembre 2007 était la suivante :

(en milliers d' euros)	31-déc.-07				Total Bilan
	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Juste valeur par le résultat sur option	Juste valeur par le résultat	
Actifs non courants					
Autres actifs financiers non courants		413			413
Instruments dérivés non courants					
Actifs courants					
Clients et comptes rattachés		6885			6885
Instruments dérivés courants					
Trésorerie et Equivalents de trésorerie	101	3612			3713

NOTE 29 : Gestion des risques financiers liés aux instruments financiers

Risque de crédit

Créances en souffrance mais non dépréciées :

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan	dont actifs financiers ni dépréciés, ni impayés à la date de clôture	dont actifs financiers impayés mais non dépréciés à la date de clôture			Dont actifs financiers dépréciés
			0-3 mois	3-6 mois	au-delà de 6 mois	
Prêts	33	33				
Clients et comptes rattachés	6 062	4 392	1 242	280	148	488
Total	6 095	4 425	1 242	280	148	488

Les créances clients non dépréciées ne présentent pas de risque justifiant une provision.

Risque de liquidité

Le groupe dispose au 31 décembre 2008 d'une trésorerie nette des concours bancaires courants de 4.182 millions d'euros contre 3.711 millions d'euros au 31 décembre 2007. L'endettement à court terme de 109 millions d'euros, est en diminution de 447 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2007.

Risque de taux

Les valeurs des actifs financiers et des dettes financières au 31 décembre 2008 ne sont pas susceptibles de générer un risque de taux significatif.

La totalité de l'endettement financier n'est pas soumise au versement d'un intérêt. Les actifs financiers sont constitués de placements en produits monétaires offrant peu de volatilité des taux.

Risque de change

La sensibilité du chiffre d'affaires, du résultat opérationnel courant et des capitaux propres à une variation de 10 % des principales devises ayant un impact sur les comptes du groupe se résume ainsi :

Impact d'une variation de 10% de la devise	USD		NIS	
	%	milliers d'euros	%	milliers d'euros
Chiffre d'affaires	2,4%	420	0,1%	16
Résultat Opérationnel courant	ns	62	ns	83
Capitaux propres consolidés	-5,2%	-455	5,1%	452

NOTE 30 : Effectifs

Les effectifs du groupe se décomposent comme suit :

	2008 (12mois)	2007 (12 mois)
Effectif moyen du groupe :	133	144

Au 31 décembre 2008, le groupe emploie 135 salariés « équivalents temps plein ».

NOTE 31 : Engagements hors bilan

Nous n'avons pas connaissance d'engagements hors bilan significatifs en dehors de ceux présentés ci-dessous :

1/ Cautions bancaires émises pour le compte du groupe

Au 31 décembre 2008, les cautions bancaires émises dans le cadre des opérations du groupe (caution de restitution d'acompte, de garantie de bonne fin, de soumission, ...) représentent 602 milliers d'euros. Ces cautions sont en règle générale assorties de contre garanties établies au profit des banques émettrices (nantissement de SICAV, comptes bloqués, ...). Il est à noter que Dalet bénéficie d'une ligne de 900.000 euros garantie par la COFACE dans le cadre du dispositif « assurance des cautions - risque exportateur ».

Date d'échéance	Montant de la garantie
1 ^{er} février 2009	18 milliers d'euros
30 avril 2009	42 milliers d'euros
17 mai 2009	68 milliers d'euros
30 juin 2009	365 milliers d'euros
31 décembre 2009	37 milliers d'euros
Sans terme	72 milliers d'euros
Total	602 milliers d'euros

2/ Engagements reçus

Clause de retour à meilleure fortune de la société ENNOV (Cadima SA) au bénéfice de Dalet SA. : 327 milliers d'euros.

3/ Information requise pour le DIF :

Dans le cadre du Droit Individuel à la Formation, institué par la loi du 4 mars 2004 (promulguée le 7 mai 2004, date de début des droits) et ratifié pour les entreprises du SYNTEC par l'accord national du 27 décembre 2004 sur la formation professionnelle, les salariés des sociétés françaises ayant au moins un mois d'ancienneté bénéficient d'un capital de temps de formation qu'ils peuvent utiliser de 20 heures minimum par an sur 6 ans au plus, plafonné à 120 heures au total.

Au 31 décembre 2008, le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF par les salariés du groupe s'élève à 1.933 heures valorisées à 32 milliers d'euros. Il n'a pas encore été enregistré de demande de formation dans le cadre du DIF.

NOTE 32 : Relations avec les parties liées

Relations au sein des filiales

Les filiales entretiennent des relations dans le cadre des opérations commerciales menées au sein du groupe. Ces relations sont encadrées par des conventions qui établissent des conditions de refacturation à des niveaux comparables à ceux du marché. On va trouver principalement :

Entre toutes les sociétés du groupe :

- Des avances et prêts destinés à optimiser la trésorerie de groupe en vertu des conventions de trésorerie
- Des facturations de services ou de détachement de personnel

Spécifiquement entre les filiales et la maison mère :

- La facturation des dépenses de R&D à la société Dalet SA, détentrice des droits incorporels sur les logiciels développés au sein du groupe.
- Des royalties facturées par Dalet SA à ses filiales revendant les logiciels.

Les flux de résultat ainsi que les soldes de bilan à la clôture sont éliminés en consolidation.

Dans le cadre des opérations commerciales du groupe, Dalet SA peut être amenée à fournir des garanties bancaires pour le compte de ses filiales.

Rémunérations des dirigeants

Le montant global des rémunérations allouées aux mandataires sociaux incluant les avantages en nature s'est élevé à 814 milliers d'euros.

NOTE 33 : Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes sont les suivants :

en milliers d'euros		DELOITTE ET ASSOCIES				Alain LAHMI			
		2007		2008		2007		2008	
AUDIT		KE	%	KE	%	KE	%	KE	%
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels et consolidés	Emetteur	62,0	73,8 %	62,0	85,5 %	15,0	100 %	16,0	100 %
	Filiales intégrées globalement	22,0	26,2 %	10,5	14,5 %	néant		néant	
Missions accessoires		néant		néant		néant		néant	
	<i>Sous total</i>	<i>84,0</i>	<i>100 %</i>	<i>72,5</i>	<i>100 %</i>	<i>15,0</i>	<i>100 %</i>	<i>16,0</i>	<i>100 %</i>
AUTRES PRESTATIONS LE CAS ECHEANT									
	Opération ponctuelle sur Capital	-		-				-	
	<i>Sous total</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
	TOTAL	84,0	100 %	72,5	100 %	15,0	100 %	16,0	100 %

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2008

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société DALET, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité, et de leur financement. Le manque de visibilité sur le futur crée des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables. Ces conditions sont décrites dans la note 5.2.1.2 de l'annexe aux comptes consolidés. C'est dans ce contexte que nous avons procédé à nos propres appréciations

que nous portons à votre connaissance en application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce.

Règles et méthodes comptables :

- la note 5.2.1.4 de l'annexe expose la méthode retenue concernant la comptabilisation et l'amortissement des frais de recherche et développement engagés dans le cadre de la création de logiciels.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes appliquées et des informations fournies dans l'annexe.

Estimations :

- Comme décrit dans la note 5.2.1.4 de l'annexe, votre société peut être amenée à constater une dépréciation sur les écarts d'acquisition si leur valeur au bilan se révèle supérieure à leur valeur recouvrable. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les valeurs recouvrables déterminées, à revoir les calculs effectués par votre société, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction et à comparer ces estimations par rapport aux réalisations des périodes précédentes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 14 mai 2009

Les Commissaires aux Comptes

Alain LAHMI

Deloitte & Associés

Jean-Luc BERREBI

Rapport de Gestion

Chers Actionnaires,

Nous vous avons conviés, conformément à la loi et aux Statuts de notre Société, pour vous donner connaissance du rapport que nous avons établi sur la marche des affaires de notre Société pendant l'exercice social clos le 31 décembre 2008.

Nous souhaitons également vous donner connaissance du rapport que nous avons établi sur les comptes consolidés du groupe arrêtés au 31 décembre 2008. En effet, nous vous rappelons que les actions de la Société étant admises à la cote d'Euronext Paris, compartiment C, nous avons établi des comptes consolidés.

Nous avons l'honneur de soumettre ce rapport à votre appréciation en même temps que le bilan, le compte de résultat, l'annexe et les comptes consolidés établis au 31 décembre 2008.

Nous vous rappelons que, conformément aux prescriptions légales, tous ces documents ont été mis à votre disposition, au siège social, pendant les quinze jours précédant l'assemblée en même temps que les rapports des Commissaires aux Comptes.

Nous vous demandons de nous en donner acte.

1. Rapport sur la gestion du groupe

Le périmètre de consolidation de la Société comprend les sociétés suivantes :

NOM DE LA SOCIETE	METHODE DE CONSOLIDATION	% INTERETS	%	PAYS D'ACTIVITE
			CONTROLE	
Dalet S.A Siren : 378 017 016	Société Mère	N/A	N/A	France
Dalet UK Ltd	Intégration Globale	100,00 %	100,00 %	Angleterre
Dalet Digital Media Systems USA Inc.	Intégration Globale	100,00 %	100,00 %	Etats Unis
Gefen Ltd	Intégration Globale	99,89 %	99,89 %	Israël
Dalet Sistemas Espana SA	Intégration Globale	99,98 %	99,98 %	Espagne
Dalet GmbH	Intégration Globale	100,00 %	100,00 %	Allemagne
Dalet Australia Pty Ltd	Intégration Globale	100,00 %	100,00 %	Australie
Dalet Systems Asia Pte	Intégration Globale	100,00 %	100,00 %	Singapour

1.1. Faits marquants de l'exercice

L'exercice 2008 a été marqué par les bons résultats commerciaux obtenus par DDMS USA Inc., la filiale nord américaine du Groupe.

Compte de Résultat (en dollars US)	31-déc.-08 12 mois	31-déc.-07 12 mois	Variation
Chiffre d'affaires net	6 277 302	3 186 006	97%
Achats consommés	2 300 114	788 236	192%
<i>Marge</i>	3 977 188	2 397 770	66%
	63%	75%	
Charges de personnel	1 690 185	1 320 244	28%
Autres charges d' exploitation	1 306 488	899 994	45%
Résultat d' exploitation	980 516	177 532	452%
Autres produits et charges	19 282	11 205	72%
Résultat net	999 797	188 738	430%

Le chiffre d'affaires a pratiquement doublé au cours de l'exercice avec les commandes enregistrées auprès de grands groupes de médias américains comme Fox, Time Warner ou NBC.

Ces succès commerciaux et techniques donnent une excellente visibilité à nos produits et permettent d'envisager une année 2009 à nouveau en progression aux Etats Unis.

Par ailleurs, nous rappelons qu'une cession des actifs de la filiale allemande du groupe Dalet GmbH a été réalisée en date du 26 janvier 2008 avec effet rétroactif au 1er janvier 2008. L'impact de cette opération a été entièrement pris sur les comptes 2007 du groupe. L'exécution du protocole de vente au cours de l'exercice 2008 s'est déroulée sans incident. En particulier, le volet financier qui prévoyait un étalement des différents règlements afférents à l'opération a été dénoué à 97 % au 31 décembre 2008.

Parmi les actifs cédés figurait la propriété intellectuelle d'Open Media, un logiciel historique de Dalet GmbH largement diffusé en Allemagne. Le tableau comparatif ci-dessous met en évidence l'impact de la cession sur les variations de chiffre d'affaires en retraçant l'année 2007 sans les ventes liées à Open Media :

(en milliers d' euros)	2 008		2007 (hors Open Media)		Variation
Ventes de Licences	6 551	37%	5 768	36%	14%
Prestations de services	4 247	24%	3 625	22%	17%
Ventes de Matériel	3 191	18%	3 789	23%	-16%
Support	3 832	22%	2 971	18%	29%
Chiffre d'affaires	17 821	100%	16 153	100%	10%

A périmètre comparable, on peut tirer les conclusions suivantes :

- le chiffre d'affaires augmente globalement de 10 %
- par nature, l'évolution est également favorable puisque les ventes de licences, de services et les contrats de support sont en augmentation alors que les ventes de hardware sont en repli.

1.2. Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

1.3. Activités et résultats du groupe – évolution prévisible

1.3.1. Résultats du Groupe

L'activité du groupe Dalet sur les deux derniers exercices peut être résumée ainsi :

(EN MILLIERS D'EUROS)	2008	2007
Chiffre d'affaires	17.821	19.055
Résultat Opérationnel Courant	30	757
Résultat Opérationnel	(337)	(1.581)
Résultat courant avant impôt	(378)	(1.933)
Résultat net consolidé	166	(2.331)
Résultat net part du groupe	165	(2.332)

1.3.1.1. Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière du groupe

Sur l'ensemble de l'exercice 2008, le chiffre d'affaires consolidé de Dalet ressort à 17.821 milliers d'euros contre 19.055 milliers d'euros en 2007 soit une baisse de 6,5 %.

La marge brute (chiffre d'affaires moins achats de marchandises et variation des stocks) diminue de 5,2 % à 15.511 milliers d'euros en 2008 contre 16.365 milliers d'euros en 2007. Par ailleurs, le taux de marge brute est stable à 87% contre 86 % en 2007.

L'évolution telle que décrite ci-dessus doit être mise en perspective avec la cession des actifs de la filiale allemande comme rappelé dans les faits marquants de l'exercice.

Le groupe a continué d'activer ses frais de développement en conformité avec la norme IAS 38, ce qui s'est traduit par une progression de l'actif incorporel net de 228 milliers d'euros.

Les charges d'exploitation sont stables à 15.608 milliers d'euros en 2008 contre 15.481 milliers d'euros en 2007.

Il en ressort un résultat opérationnel courant positif de 30 milliers d'euros contre 757 milliers d'euros en 2007.

Compte tenu des autres produits et charges opérationnels de (367) milliers d'euros et d'une perte financière de (41) milliers d'euros, le résultat courant avant impôts est en perte de (378) milliers d'euros.

Enfin, le produit d'impôt différé de 540 milliers d'euros se décompose de la façon suivante :

- 267 milliers d'euros résultent de la constatation d'une créance d'impôt différé sur les déficits fiscaux reportables existant dans la filiale Nord Américaine du groupe. Le montant activé correspond à l'impôt sur les sociétés calculé sur le bénéfice prévisionnel de l'exercice 2009.
- 273 milliers d'euros proviennent du calcul d'impôt différé sur l'actif net immobilisé correspondant aux frais de développement activés.

Le bénéfice du groupe s'établit donc à 165 milliers d'euros contre une perte (2.332) milliers d'euros en 2007.

1.3.1.2. Activité commerciale

Le chiffre d'affaires de Dalet sur ses 3 marchés traditionnels se décompose de la manière suivante :

- les solutions audionumériques pour la Radio,
- les solutions pour la TV,
- l'enregistrement continu dans les organismes publics (parlements, tribunaux), non diffuseurs.

(en milliers d'euros)	2008	2007	Variation
Radio	5 506	6 459	- 14,8 %
TV & News Room	12 028	11 680	3,0 %
Non Broadcast	288	916	-68,6 %
Total	17 821	19 055	- 6,5 %

La part de la TV continue de progresser pour atteindre 68 % du chiffre d'affaires en 2008. Le marché de la Radio reste important alors que le « Non Broadcast » ne représente plus en 2008 que 2 % du chiffre d'affaires. Ce marché est abordé en fonction des opportunités et sans stratégie de développement de logiciels spécifiques. Il est à noter que la valeur au bilan des logiciels « Non Broadcast » est nulle.

Sur le plan géographique, la décomposition est la suivante :

(en milliers d'euros)	2008	2007	Variation
Europe	9 421	13 181	- 28,5 %
Amériques	4 908	2 940	66,9 %
Afrique Moyen Orient	2 154	2 270	-5,1 %
Asie Océanie	1 338	664	101,5 %
Total	17 821	19 055	- 6,5 %

On retrouve la bonne performance de la filiale aux Etats-Unis, la baisse du chiffre d'affaires en Europe traduisant l'impact de la cession dans la filiale allemande.

La répartition du chiffre d'affaires par nature montre une augmentation des ventes de licences dans la même proportion que la baisse des services.

(en milliers d'euros)	2008	2007	Variation
Ventes de licences	6 551	5 919	10,7 %
Prestations de services	8 079	9 150	-11,7 %
Ventes de matériel	3 191	3 986	-19,9 %
Total	17 821	19 055	- 6,5 %

1.3.1.3. Endettement

L'évolution de l'endettement peut se traduire dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)		31-déc.-08	31-déc.-07
Liquidités			
A Trésorerie	1	2 671	3 033
B Placements			
C Valeurs mobilières de placement	2	1 520	680
D Total A + B + C		4 191	3 713
E Actifs financiers courants			
Dette court terme			
F Dette bancaire court terme		9	2
G Part court terme des emprunts obligataires		0	0
H Autres dettes court terme	3	109	556
I Total F + G + H		118	558
J Endettement financier court terme : I - D - E		-4 073	-3 155
Dette long terme			
K Dette bancaire long terme		17	55
L Part long terme des emprunts obligataires		0	0
M Autres dettes long terme	4		67
N Total K + L + M		17	122
O Actifs Financiers non courants	5	397	291
P Endettement financier net long terme : N - O		-380	-169
Q Endettement financier net J + P		-4 453	-3 324

1 : Disponibilités dont tirage sur ligne d'affacturage
2 : SICAV et FCP monétaires et FCP garantis à moins d'un an
3 : Tirage sur factor et part à moins d'un an des avances ANVAR
4 : Part à plus d'un an des avances ANVAR
5 : Fonds de garantie des contrats d'affacturage, cash bloqué et dépôt de garantie divers

L'excédant financier net (endettement négatif) augmente de - 1.129 milliers d'euros principalement du fait de la baisse de l'endettement financier à court terme, en raison de la diminution des demandes de financement au factor.

Les ressources financières à court terme (endettement négatif) augmentent de 918 milliers d'euros traduisant l'augmentation de la trésorerie alors que dans le même temps les dettes à court terme baissent.

L'endettement financier net à long terme est stable à un niveau extrêmement faible.

1.3.1.4. Activité en matière de recherche et développement (R&D)

Les frais de développement sur les logiciels activés en immobilisations incorporelles au cours de l'année représentent 2.502 milliers d'euros. La dotation aux amortissements de l'exercice correspondant est de 2.273 milliers d'euros, avec un impact positif sur le résultat opérationnel courant de 228 milliers d'euros.

L'actif net immobilisé s'élève à 3.752 milliers d'euros.

Sur l'année 2008, la R&D a consolidé et amplifié les travaux pour la fourniture d'une solution optimisée pour les diffuseurs TV, avec des efforts notables dans les directions suivantes:

- Mise en œuvre de la norme MXF et développement du concept de « Frame Grab » : il s'agit de technologies destinées à minimiser le temps écoulé entre le début de l'enregistrement d'un fichier vidéo, et sa disponibilité pour des opérations de montage *alors que le fichier est encore ouvert et en cours d'écriture (scénarios « edit while record » par exemple)*. Ces optimisations permettent aux clients de Dalet de mettre en œuvre des workflow éditoriaux très avancées, dans le domaine du Sport par exemple.
- « *CG on the timeline* » : il s'agit de mettre à disposition des journalistes sur une même « timeline » vidéo les informations relatives aux outils tiers d'habillage antenne
- Poursuite autour de l'effort de mixage sur une même « timeline » de contenus vidéos aux formats SD et HD, 4 :4 et 16 :9.

L'année 2008 a vu l'arrivée d'un nouveau module dans la gamme Dalet. Le Dashboard est un outil de contrôle et de supervision, qui permet en temps réel de disposer d'informations sur l'utilisation des ressources matériel (mémoire, CPU, réseau, dérive des horloges, etc.), logiciel (transactions sur la base de données, volumétrie etc.) et spécifiques à l'application Dalet (utilisateurs, opérations de conversions vidéo, de rendering, etc.). Ce module est précieux à la fois pour le client, qui peut ainsi contrôler en temps réel la plateforme, et prévenir certains dysfonctionnements en fonctions d'alertes, et pour Dalet, pour faciliter les opérations de hotline et de maintenance.

Par ailleurs, 2008 a consacré une nouvelle version de l'API (Application Program Interface) très avancée car elle expose 80 % des fonctionnalités du système Dalet à des systèmes tiers en tous genres. L'API donne aux produits Dalet une avance certaine sur la concurrence.

L'offre radio enfin a été étendue par le développement d'un nouvel éditeur audio, « OneCut », doté de fonctionnalités avancées. Ce produit parfaitement adapté aux besoins des radios et de l'édition multimédia vers laquelle tendent les diffuseurs, n'est pas encore totalement achevé mais quelques clients et prospects stratégiques de Dalet ont bénéficié des premiers « beta tests ».

1.3.1.5. Filiales et participations

Vous trouverez ci-après un tableau résumant la situation des filiales :

Filiale (en milliers)	Capital (en devises)	Capitaux propres autres que le capital (en devises)	%	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés		Montant des cautions et avals donnés par la société	CA H.T. du dernier exercice clos (KE)	Résultat (KE)	Observations devises 1 €=
				Brute (KE)	Nette (KE)	Brute (KE)	Nette (KE)				
Dalet Digital Média Systems USA	7.172 KUSD	(5.874) KUSD	100.00%	5 768	933	-	-	-	4 268	680	1.470755 USD
Dalet Limited	5 KGBP	61 KGBP	100.00%	8	8	216	216	-	683	16	0.796285 GBP
Dalet Sistemas Espana	60 KE	58 KE	99.98%	60	60	-	-	-	204	8	
Gefen	50 KILS	4.656 KILS	99.90%	10	10	-	-	-	5 314	291	5.266857 ILS
Dalet GmbH	1.023 KE	251 KE	100.00%	4 602	1 274	-	-	-	253	269	
Dalet Australia Pty Ltd	-	238 KAUD	100.00%	-	-	-	-	-	551	19	1.741623 AUD
Dalet Systems Asia Pte	100 KSGD	(906) KSGD	100.00%	57	-	355	-	-	188	16	2.076187 SGD
TOTAL				10 505	2 285	571	216			1 299	

Note: le cours des devises indiqué dans la colonne "Observations" est celui utilisé pour convertir les éléments du compte de résultat.

Note : Dalet S.A. a perçu 650 000 € de dividende de la part de sa filiale allemande Dalet GmbH.

Activité des principales sociétés :

(en milliers)	2007		2008	
	devise	euro	devise	euro
Dalet Digital Média Systems Inc.(USA)				
Chiffre d'affaires	3 186	2 325	6 277	4 268
Résultat Net	189	138	1 000	680
Gefen (Israël)				
Chiffre d'affaires	25 963	4 614	27 985	5 314
Résultat Net	709	126	1 532	291

Gefen : Cette société concentre l'essentiel des équipes « produit » (recherche et développement, support, qualité). Les charges sont refacturées au groupe.

Petites filiales exerçant une représentation commerciale et technique :

(en milliers)	2007		2008	
	devise	euro	devise	euro
Dalet Australia Pty Ltd (Australie)				
Chiffre d'affaires	1 325	810	959	551
Résultat Net	56	34	33	19
Dalet Systems Asia Pte (Singapour)				
Chiffre d'affaires	426	206	390	188
Résultat Net	39	19	33	16
Dalet Limited (Angleterre)				
Chiffre d'affaires	403	589	544	683
Résultat Net	10	15	13	16
Dalet GmbH (Allemagne)				
Chiffre d'affaires		3 799		253
Résultat Net		56		269
Dalet Sistemas Espana (Espagne)				
Chiffre d'affaires		201		204
Résultat Net		7		8

Ces petites filiales fonctionnent toutes selon un schéma de financement « cost plus » vis-à-vis de la société mère en dehors de Dalet GmbH qui facture directement son marché local.

Il n'est pas intervenu de changement notable dans l'organisation en dehors de la restructuration opérée en Allemagne (Voir les faits marquants de l'exercice en début de rapport).

1.3.2. Perspectives d'avenir du Groupe

En 2008, l'activité aux US dans le domaine de la TV a décollé, avec la signature de références clés tels que des stations individuelles des groupes Time Warner, FOX ou NBC. Parmi les contrats avec des clients américains de renom on peut citer WNBC, station phare du groupe NBC sur la ville de New York, qui a choisi de déployer un système Dalet de grande envergure pour la gestion complète de son workflow de News et pour le lancement d'une nouvelle chaîne 24*7. Elle fait partie d'un nombre croissant de diffuseurs qui s'appuient sur la solution Dalet pour faire évoluer leur modèle de revenu vers la création de contenu pouvant être diffusé sur des plateformes multiples, tout en réduisant leurs coûts d'exploitation.

En 2009, Dalet table, malgré les défis posés par le contexte économique mondial, sur une poursuite de la dynamique démarrée aux Etats-Unis, avec l'extension des systèmes à de nombreuses stations des mêmes groupes.

1.4. Facteurs de risques

1.4.1. Risques stratégiques

1.4.1.1. Risques inhérents à la fiabilité des systèmes

La capacité de Dalet à mettre en œuvre des solutions complexes repose en partie sur la fiabilité des composants développés. On ne peut exclure qu'un incident puisse entraîner la rupture dans les opérations de gestion de données, créant des dommages significatifs pour le client.

Le développement en 2008 du nouveau module Dalet Dashboard de la gamme produit fournit un tableau de bord de support et de supervision permettant de fournir des alertes et de prendre des actions préventives pour minimiser les risques de rupture des opérations ou tout du moins d'en minimiser l'impact en permettant de passer par exemple de manière semi automatique dans des modes dégradés.

1.4.1.2. Risques liés aux évolutions technologiques

Le marché évolue constamment avec l'apparition de nouvelles technologies. La vocation de Dalet est précisément d'aider ses clients à adapter leur gestion de contenu à toute évolution technologique. Le développement des activités du Groupe dépend donc en grande partie de sa capacité à anticiper ces évolutions technologiques.

Les investissements en Recherche & Développement doivent permettre au Groupe d'adapter en permanence son offre aux nouvelles technologies.

1.4.1.3. Risque de dépendance à l'égard de la conjoncture économique

Le positionnement du Groupe sur les marchés de la radio, de la télévision et des utilisateurs d'applications multimédia hors diffusion, lui permet en amortissant ses frais de R&D sur un marché potentiel plus large d'être moins sensible aux fluctuations d'un seul de ces marchés. Dans le passé, certains segments du marché du logiciel ont subi de fortes récessions qui se sont traduites par une baisse de la demande, une baisse des prix, ou un ralentissement.

Bien qu'une part significative de l'activité soit liée à des contrats de maintenance récurrents, le Groupe n'est pas à l'abri d'une baisse d'activité soudaine, affectant ainsi son activité, son résultat d'exploitation et sa situation financière.

1.4.1.4. Risques liés à la concurrence

Comme indiqué ci-dessus, différents acteurs économiques interviennent sur le marché des systèmes de gestion de contenu multimédia. La concurrence pourrait s'accroître notamment du fait du

regroupement de concurrents traditionnellement présents sur ce marché, notamment suite la crise économique actuelle, ou de l'entrée de nouveaux acteurs. Cet accroissement de la concurrence pourrait nuire au développement de Dalet.

1.4.1.5. Risques liés à la nécessité d'obtenir des capitaux supplémentaires

Si une évolution défavorable rendait l'apport de capitaux supplémentaires nécessaire, l'obtention de ces ressources financières additionnelles pourrait se révéler difficile ou trop coûteuse.

1.4.2. Risques clients

Dalet n'est pas en situation de risque particulier vis-à-vis de ses plus gros clients. Les principaux clients du Groupe sont de grands noms des médias privés ou publics. Les poids des gros clients dans le chiffre d'affaires reste sensiblement le même qu'en 2007.

	plus gros	5 plus gros	10 plus gros
2007	17%	30%	43%
2008	8%	29%	44%

La somme totale du poste client hors dépréciations au 31 décembre 2008 était de 6,6 millions d'euros contre 7,2 millions d'euros l'année précédente. Les risques clients sont provisionnés à hauteur de 489 milliers d'euros, soit 7,5 % des créances clients brutes contre des provisions de 334 milliers d'euros au 31 décembre 2006, soit 4,7 % des créances, ce qui traduit une augmentation du risque provisionné à méthode d'évaluation identique.

1.4.3. Risques juridiques

1.4.3.1. Risques liés des litiges en cours

La société n'a aucun procès en cours dans lequel elle serait en position défensive.

A la connaissance du Groupe, il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir ou d'avoir eu dans un passé récent une importance significative sur le patrimoine, la situation financière, l'activité ou les résultats du Groupe qui n'ait fait l'objet d'une provision.

1.4.3.2. Risques inhérents à la protection des droits de propriété intellectuelle

Le Groupe s'appuie sur des droits de propriété intellectuelle qui sont le support de son savoir-faire technologique et de son identité commerciale. Il est donc important pour le Groupe d'assurer une protection efficace de ces droits dans les pays dans lesquels il intervient.

Ainsi, la marque Dalet est déposée en France auprès de l'Institut National de la Propriété Intellectuelle, et au Royaume Uni. Les noms des principaux produits du Groupe sont également déposés en France. En outre, le Groupe a déposé des demandes d'enregistrement de la marque Dalet ainsi que de certains noms de produits dans plusieurs autres pays, sans que le Groupe ne puisse aujourd'hui garantir l'acceptation de ces enregistrements. Les codes sources des différents programmes sont également déposés périodiquement au nom de Dalet auprès de LOGITAS (www.logitas.com).

Dans ses relations avec ses clients et avec ses collaborateurs, la politique de Dalet est de contrôler par des clauses contractuelles l'accès à sa propriété intellectuelle ainsi que sa diffusion.

Toutefois, Dalet ne peut garantir que les dispositions mises en place en vue de protéger ses droits de propriété intellectuelle empêcheront le détournement ou l'utilisation illicite de son savoir-faire par

des tiers, ou que ses concurrents ne développeront des technologies similaires aux siennes.

Dalet n'exploite pas de brevets appartenant à des tiers.

1.4.4. Risques liés au personnel

Le Groupe a su développer une culture d'entreprise forte et s'attacher la fidélité d'équipes de haute qualification. Concernant les collaborateurs clés, les membres du Comité de Direction sont pour l'essentiel fondateurs de Dalet et actionnaires pour une part significative de son capital.

Le Groupe n'est pas dépendant d'un seul dirigeant, et l'implication capitalistique des principaux dirigeants ainsi que leur fidélité au Groupe depuis l'origine sont des éléments qui permettent de compter sur la pérennité de cette relation.

1.4.5. Risques de marché

1.4.5.1. Risque de liquidité

Le Groupe dispose au 31 décembre 2008 d'une trésorerie nette des concours bancaires courants de 4.182 milliers d'euros et présente des dettes financières à court terme de 118 milliers d'euros. L'endettement à long terme s'élève à 17 milliers d'euros.

1.4.5.2. Risque de taux

Les valeurs des actifs financiers et des dettes financières au 31 décembre 2008 ne sont pas susceptibles de générer un risque de taux significatif.

1.4.5.3. Risque de change

La sensibilité du chiffre d'affaires, du résultat opérationnel courant et des capitaux propres à une variation de 10 % des principales devises ayant un impact sur les comptes du groupe se résume ainsi :

Impact d'une variation de 10% de la devise	USD		NIS	
	%	milliers d'euros	%	milliers d'euros
Chiffre d'affaires	2,4%	420	0,1%	16
Résultat Opérationnel courant	ns	62	ns	83
Capitaux propres consolidés	-5,2%	-455	5,1%	452

1.4.5.4. Risque sur les actions

A ce jour, Dalet ne détient pas d'action propre.

1.4.6. Risques liés à l'environnement

La communication d'informations environnementales n'est pas appropriée aux activités de Dalet.

1.4.7. Risques liés aux fournisseurs

Dalet ne discerne dans ses relations avec ses fournisseurs aucun risque particulier. Les solutions Dalet sont compatibles avec les plateformes de bases de données des éditeurs majeurs du secteur (MICROSOFT, SYBASE, ...) et avec des plateformes matériels informatiques standard (IBM, HP, ...)

En ce qui concerne les équipements spécifiques (cartes audio et vidéo), les solutions Dalet peuvent incorporer plusieurs fabricants.

Enfin, il n'existe pas dans le Group de contrat de sous-traitance pouvant créer une situation de dépendance.

D'une manière générale, la société considère qu'elle ne se trouve pas en situation de dépendance significative à l'égard d'un titulaire de brevet ou de licence, de contrats d'approvisionnement, industriels, commerciaux ou financiers, de procédé de fabrication ou d'autorités publiques.

1.5.Assurances et couverture des risques

Les principales polices du Groupe couvrent la responsabilité civile et les risques.

Les différentes implantations du groupe sont couvertes par des polices multirisques n'appelant pas de commentaire particulier.

Par ailleurs, compte tenu de ses spécificités, Dalet n'a pas jugé utile de se couvrir en perte d'exploitation.

Concernant la responsabilité civile, il convient de distinguer la responsabilité civile d'exploitation pour laquelle différentes polices couvrent les activités des personnels du groupe dans leurs implantations respectives de la responsabilité civile professionnelle garantissant les clients du groupe d'un préjudice lié à ses fournitures.

Les garanties en RC professionnelle sont de 4.500.000 par an et par sinistre sans limitation zone géographique.

1.6.Approbation des comptes consolidés

Nous vous demanderons, après avoir entendu la lecture du rapport des commissaires aux comptes, de bien vouloir approuver les comptes consolidés tels qu'ils vous sont présentés.

2. Rapport sur la gestion de la Société

2.1.Faits marquants de l'exercice

Se référer au paragraphe 1.1 du rapport sur la gestion du groupe.

2.2.Activité et résultats sociaux de l'exercice écoulé

Le chiffre d'affaires hors taxes de cet exercice social s'élève à 14.235.386 € contre 13.087.770 € au titre de l'exercice précédent.

Compte tenu d'une production immobilisée de 2.501.670 €, de subventions d'exploitations pour 46.904 €, de reprises sur provisions de 88.138 €, de transferts de charges et autres produits d'exploitation pour un montant de 45.450 €, le total des produits d'exploitation s'élève à 16.917.548 € contre 15.688.140 € en 2006.

Les charges d'exploitation se sont élevées pour leur part à 17.699.999 € contre 15.174.104 € l'année précédente.

Les différents postes sont les suivants :

- Achat de marchandises et variations de stocks.....1.591.621 €
- Autres charges externes :10.241.226 €
- Impôts, taxes et versements assimilés :228.396 €
- Charges de personnel :.....3.198.567 €
- Dotations aux amortissements et provisions :.....2.431.561 €
- Autres charges.....8.628 €

L'exploitation a ainsi généré une perte de (782.451) €

Compte tenu d'un résultat financier positif de 740.996 € d'un résultat exceptionnel de (24.086) et d'un produit d'impôt sur les sociétés de 192.942 €, le résultat de l'exercice se traduit par un bénéfice de 127.401 €

Les valeurs mobilières de placement sont composées de SICAV monétaires pour 1.505.605 € La valeur de réalisation des SICAV au 31 décembre 2008 fait apparaître une plus value latente de 14.435 €

Vous trouverez ci-après en **Annexe 1** le tableau des résultats des cinq derniers exercices.

2.3.Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément à la continuité de l'exploitation, à l'indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les frais de développement sont activés dans le respect des critères prévus par le règlement CRC-2004-06.

Seules sont exprimées les informations significatives.

2.4.Dividendes antérieurs

Nous vous demanderons de prendre acte, en application des dispositions de l'article 47 de la loi du 12 juillet 1965 (article 243 bis du Code Général des Impôts) qu'il n'a été distribué aucun dividende au titre des trois derniers exercices sociaux.

2.5.Activité en matière de recherche et de développement

Dalet SA a activé au cours de l'exercice 2008, les dépenses de développement de sa famille de logiciels DaletPlus, dans la mesure où elles respectent les critères définis par le règlement 2004-06 du CRC.

Les frais de développement sur les logiciels activés en immobilisations incorporelles au cours de l'année 2008 représentent 2.501.670 euros. La dotation à l'amortissement de l'exercice correspondant est de 2.273.288 euros. L'impact sur le résultat d'exploitation est de 228.382 euros.

2.6.Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et quinquies du Code Général des Impôts, il est précisé que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses visées aux articles 39-4 et 39-5 du même Code, non déductibles du résultat fiscal.

2.7.Situation de la société, perspectives d'avenir

En ce qui concerne la situation de la société et de ses perspectives d'avenir, nous nous référons à la première partie du présent rapport concernant la gestion du groupe.

2.8. Affectation des résultats

Nous vous proposons d'affecter le résultat net de l'exercice de la façon suivante,

soit127.401 euros
au report à nouveau qui compte tenu d'un report à nouveau antérieur de.....(11.456.189) euros
serait porté à un total de(11.328.788) euros

2.9. Conventions visées par les articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce

Votre conseil d'administration a donné toutes informations utiles aux Commissaires aux comptes afin de leur permettre d'établir leur rapport spécial sur les conventions visées par les articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce.

Il vous sera donné lecture de ce rapport.

Les principales conventions sont énumérées et détaillées dans le Rapport Spécial du Conseil à l'assemblée, sur les conventions réglementées, dont il vous sera donné lecture.

Nous vous demanderons, après avoir entendu la lecture de ces rapports, de bien vouloir approuver une à une les opérations visées par les articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce décrites dans lesdits rapports.

2.10. Approbation des comptes, Quitus

Nous vous demanderons, après avoir entendu la lecture de ces rapports, de bien vouloir approuver les comptes sociaux tels qu'ils vous sont présentés, de donner quitus à vos administrateurs pour leur gestion au cours de l'exercice écoulé.

2.11. Rapport général

Il vous sera également donné lecture du rapport général de vos Commissaires aux comptes sur la vérification des comptes de l'exercice.

2.12. Informations concernant le capital social

2.12.1. Capital social au 31 décembre 2008

Au 31 décembre 2008, le capital social était de 7.010.545,60 euros, entièrement libéré, divisé en 17.526.364 actions, toutes de même catégorie d'une valeur nominale de 0,40 euro.

2.12.2. Informations concernant la détention par la société de ses propres actions

La société a procédé à l'achat de 50.000 actions propres au cours de l'exercice. Ces actions acquises dans le cadre d'un plan d'attribution d'actions ont été transférées au compte du bénéficiaire en date du 18 juillet 2008. La société n'a pas fait usage de l'autorisation accordée par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 26 juin 2008 d'intervenir dans le cadre d'un contrat de liquidité.

Nombre d'actions achetées au cours de l'exercice :	50.000
Nombre d'actions vendues au cours de l'exercice :	0
Nombre d'actions transférées au cours de l'exercice :	50.000
Cours moyen des achats :	0.88
Cours moyen des ventes :	Néant
Montant des frais de négociation :	NS
Nombre d'actions inscrites au nom de la société à la clôture de l'exercice :	Néant
Valeur de ces actions évaluées au cours d'achat :	Néant
Valeur nominale de ces actions à la clôture de l'exercice :	Néant
Motif des acquisitions effectuées : attribution d'actions gratuites	
Affectation non encore décidée :	Néant
Fraction du capital que ces actions représentent :	0,29 %

A ce jour, la société n'a aucune position ouverte sur des produits dérivés.
Aucune action acquise par la société n'a été annulée au cours des vingt-quatre derniers mois.
Par ailleurs, la société n'a pas fait usage de produits dérivés.

Nous vous proposons dans le cadre de l'assemblée générale ordinaire annuelle de déléguer toute compétence à votre conseil d'administration aux fins de mettre en place un nouveau programme de rachat d'actions dont les caractéristiques sont détaillées au point 4 du présent Rapport si il je juge opportun.

2.13. Informations concernant les plans d'options de souscription et d'achat d'actions ainsi que les bons de souscription d'actions en cours

2.13.1. Plan d'options de souscription et d'achat d'actions

Nous vous invitons pour cette section à vous reporter au Rapport Spécial du Conseil à l'assemblée sur le sujet.

2.13.2. Bons de souscription d'actions

Néant.

2.14. Répartition du capital social et des droits de vote

<u>Actionnaires</u>	31-déc-07				31-déc-08			
	Actions		Droits de vote		Actions		Droits de vote	
<u>Dirigeants</u>								
Michaël Elhadad	571 746	3,26%	1 100 839	5,19%	571 746	3,26%	1 100 839	5,11%
Salomon Elhadad	51 789	0,30%	87 599	0,41%	51 789	0,30%	103 578	0,48%
David Lasry	547 575	3,12%	1 011 650	4,77%	464 075	2,65%	928 150	4,31%
Stéphane Guez	550 958	3,14%	1 079 772	5,09%	550 958	3,14%	1 101 916	5,11%
Stéphane schlayen					50 000	0,29%	50 000	0,23%
<u>Autres actionnaires</u>								
Charles Sitbon	414 553	2,37%	829 106	3,91%	414 553	2,37%	829 106	3,85%
David Amselem	678 725	3,87%	1 342 450	6,33%	663 725	3,79%	1 327 450	6,16%
<u>Investisseurs</u>								
Fonds Galiléo	375 441	2,14%	706 065	3,33%	-	-	-	-
JG Partnership Ltd	34 480	0,20%	68 960	0,33%	34 480	0,20%	68 960	0,32%
ERIP	2 785 856	15,90%	2 785 856	13,14%	2 779 856	15,86%	2 779 859	12,90%
Windcrest Partners Ltd	1 485 218	8,47%	2 147 434	10,13%	1 485 218	8,47%	2 775 236	12,88%
OTC Asset Management	1 211 525	6,91%	1 211 525	5,72%	1 211 525	6,91%	1 211 525	5,62%
AGF Private Equity	403 626	2,30%	403 626	1,90%	403 626	2,30%	403 626	1,87%
<u>Auto détention</u>	néant				néant			
<u>Divers nominatif</u>	29 295	0,17%	35 587	0,17%	29 419	0,17%	58 708	0,27%
<u>Public</u>	8 385 577	47,85%	8 385 577	39,56%	8 815 394	50,30%	8 815 394	40,90%
<u>Total</u>	17 526 364	100,00%	21 196 046	100,00%	17 526 364	100,00%	21 554 347	100,00%

2.14.1. Participation des salariés au capital de la Société

Notre société n'a mis en place aucun plan d'actionnariat au bénéfice des salariés. Les salariés actionnaires de la société ont régulièrement acquis leurs actions sur le marché. Il a toutefois été attribué des actions gratuites au cours de l'exercice à certains salariés.

2.14.2. Franchissement de seuil

- Par courrier du 30 septembre 2008, complété par un courrier du 1er octobre, la société Threadneedle Asset Management Ltd (60 St Mary Axe, Londres, EC3A 8JQ, Royaume-Uni) agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi en hausse, le 26 septembre 2008, par suite d'une acquisition d'actions DALET, le seuil de 5 % du capital de la société DALET et détenir pour le compte desdits fonds, 904 854 actions DALET représentant autant de droits de vote, soit 5,16 % du capital et 4,24 % des droits de vote de cette société.
- Par courrier du 2 décembre 2008, la société Threadneedle Asset Management Ltd (60 St Mary Axe, Londres, EC3A 8JQ, Royaume-Uni) agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi en baisse, le 1er décembre 2008, par suite d'une cession d'actions DALET, le seuil de 5 % du capital de la société DALET et détenir pour le compte desdits fonds, 869 408 actions DALET représentant autant de droits de vote, soit 4,96 % du capital et 4,07 % des droits de vote de cette société.

2.14.3. Informations relatives au capital autorisé mais non émis : point sur l'utilisation des autorisations globale ou individuelles consenties au conseil d'administration:

Conformément à l'article L.225-100 du code de commerce, vous trouverez en Annexe 2 un tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'assemblée générale des actionnaires au conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital. Ce tableau fait également apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice.

2.15. Evolution du cours du titre au cours de l'exercice écoulé

Nous portons à votre connaissance qu'au cours de l'exercice écoulé, le cours unitaire de l'action a oscillé entre 0,33 euros et 1,07 euro :

Mois	Plus haut	Plus bas	Volume
janvier-08	1,07	0,65	1 256 058
février-08	1,05	0,85	1 338 076
mars-08	0,97	0,80	550 713
avril-08	1,03	0,84	962 669
mai-08	0,99	0,85	404 502
juin-08	0,94	0,77	546 620
juillet-08	0,83	0,66	237 763
août-08	0,95	0,75	428 929
septembre-08	1,00	0,65	781 339
octobre-08	0,85	0,59	324 918
novembre-08	0,71	0,46	280 255
décembre-08	0,51	0,33	313 369
janvier-09	0,50	0,35	525 616
février-09	0,42	0,35	93 282
mars-09	0,47	0,32	917 325

Source Euronext

2.16. Direction Générale / Gouvernement d'entreprise

Le conseil d'administration, dans sa séance du 26 juin 2002 a décidé de ne pas dissocier les fonctions de Président du conseil d'administration et de Directeur général. En conséquence, il a maintenu M. David Lasry dans ses fonctions de Président Directeur Général.

2.16.1. Rémunérations attribuées aux mandataires sociaux

Jetons de présence versés en 2008

Néant

Rémunérations et avantages, de toute nature, attribués aux mandataires sociaux au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008

Les rémunérations indiquées sont des rémunérations brutes incluant les avantages en nature. Les rémunérations variables sont attribuées en fonction du respect des objectifs budgétaires du groupe. Aucun jeton de présence n'a été alloué aux membres du conseil d'administration pour l'année 2008.

Il est précisé que Monsieur Lasry bénéficie d'un régime d'assurance chômage spécifiques aux mandataires sociaux (GSC auprès de GAN Assurances) pour lequel les avantages en nature correspondants lui sont réintégrés.

Aucun des administrateurs en poste ne bénéficie d'options de souscription d'actions ni d'attribution d'actions gratuites.

Administrateurs	Année 2008			Année 2007		
	Rémunération fixe	Rémunération variable	Rémunération totale	Rémunération fixe	Rémunération variable	Rémunération totale
M. David Lasry	116 359 €	26 870 €	143 229 €	111 875 €	14 710 €	126 585 €
M. Stéphane Guez	101 988 €	25 524 €	127 513 €	94 609 €	13 375 €	107 984 €
M. Salomon Elhadad	158 398 €	25 772 €	184 170 €	145 145 €	23 641 €	168 786 €
M. Michael Elhadad	144 624 €	25 772 €	170 396 €	134 835 €	23 641 €	158 476 €
ERIP	Néant		Néant	Néant		Néant
AGF Private Equity	Néant		Néant	Néant		Néant
Windcrest Partners	Néant		Néant	Néant		Néant

Autres dirigeants	Année 2008			Année 2007		
	Rémunération fixe	Rémunération variable	Rémunération totale	Rémunération fixe	Rémunération variable	Rémunération totale
M. Stéphane Schlayen (Directeur Général Délégué)	122 730 €	66 039 €	188 769 €	122 547 €	53 348 €	175 895 €

Stock Options

Administrateurs	Options de souscription d'action :		
	accordées pendant l'exercice	levées pendant l'exercice	exerçables (accordées au titre d'exercices antérieurs)
M. David Lasry	Néant	Néant	Néant
M. Stéphane Guez	Néant	Néant	Néant
M. Salomon Elhadad	Néant	Néant	Néant
M. Michael Elhadad	Néant	Néant	Néant
Windcrest Partners	Néant	Néant	Néant
Edmond de Rothschild Investissement Partners	Néant	Néant	Néant

Autres dirigeants	Options de souscription d'action :		
	accordées pendant l'exercice	levées pendant l'exercice	exerçables (accordées au titre d'exercices antérieurs)
M. Stéphane Schlayen (Directeur Général Délégué)	Néant	Néant	10.000

Actions gratuites

	Actions gratuites :		
	accordées pendant l'exercice	acquises pendant l'exercice	accordées au titre d'exercices antérieurs
M. Stéphane Schlayen (Directeur Général Délégué)	Néant	50.000	50.000

2.16.2. Mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux dans d'autres sociétés

PRENOM, NOM ET ADRESSE FONCTION	AUTRE MANDAT OU FONCTION EXERCE DANS TOUTE SOCIETE AU TITRE D'UN CONTRAT DE TRAVAIL
M. David LASRY 46, rue de Bellevue à Boulogne-Billancourt 92100 Président Directeur Général	- Néant
M. Stéphane GUEZ 303 West 80th Street, New York, NY 10024, USA Administrateur et Directeur Général Délégué	- Dalet Digital Media Systems USA Inc. « President »
M. Salomon ELHADAD 18 avenue Mozart Paris 75016 Administrateur	- Gefen Dekel Technologies Ltd : President
M. Michael ELHADAD 18 avenue Mozart Paris 75016 Administrateur	- Gefen Dekel Technologies Ltd : Directeur Recherche et Développement
Windcrest Partners 112 East 42Nd Street New York N6 10168 USA Administrateur	- ENNOV : Administrateur

2.16.3. Fonctionnement des organes d'administration

Voir le Rapport du Président sur les Procédures Internes.

2.17. Informations relatives à la façon dont la Société prend en compte les conséquences environnementales et sociales de son activité

2.17.1. Conséquences environnementales

Les activités de Dalet SA ne mettant en jeu aucun processus de production et/ou de fabrication, elles ne peuvent constituer une agression de l'environnement naturel.

2.17.2. Conséquences sociales

- **Effectifs**

Les effectifs moyens ont évolués comme suit :

<u>Personnel salarié</u>	31-déc.-07	31-déc.-08
Cadres	27	28
Employés	1	1
Total	28	29

<u>Personnel mis à disposition de l'entreprise</u>	31-déc.-07	31-déc.-08
Cadres	0	2
Employés		
Total	0	2

Il n'est pas fait appel à des travailleurs intérimaires.

En termes d'âge et d'ancienneté, la répartition est la suivante :

	moins 25 ans	25 - 35 ans	36 - 45 ans	plus 45 ans
Age moyen	0	14	9	9
Ancienneté moyenne	0	3	8	11

- **Formation professionnelle**

Au cours de l'exercice, 10.796 euros ont été consacrés à la formation professionnelle. Ces dépenses représentent 210 heures de formation. Les bénéficiaires ont été 6 cadres de l'entreprise.

- **Représentation du personnel**

La société ne possède pas de représentants du personnel ni de comité d'entreprise.

- **Emploi des travailleurs handicapés**

La société n'emploie pas de travailleurs handicapés.

Concernant le groupe, l'effectif annuel moyen 2008 est de 133 personnes.

2.18. Informations complémentaires

2.18.1. Relations Dirigeants / actionnaires avec la société

- Intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur, dans celui d'une société qui en détient le contrôle, dans celui d'une filiale ou chez un client ou un fournisseur de l'émetteur

Voir paragraphe 3.2.14.1.

- Informations sur les opérations conclues avec les membres des organes d'administration et de direction et de surveillance

Voir Rapport Spécial des commissaires aux comptes.

- Prêts et garanties, accordés ou constitués en faveur des organes d'administration, de direction et de surveillance

Néant.

- Actifs appartenant directement ou indirectement aux dirigeants ou à des membres de leur famille

Néant.

2.18.2. Plan d'options de souscription ou d'achat d'actions et de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BCE)

Voir Rapport sur les Stock Options

2.18.3. Intégration dans le présent rapport des éléments requis par l'article L 225-100-3 du code de commerce et susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Néant

2.18.4. Structure du capital de la société

Voir table de capitalisation dans le présent rapport au 2.15.1

2.18.5. Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou les clauses des conventions portées à la connaissance de la société en application de l'article L. 233-11

Néant

2.18.6. Participations directes ou indirectes dans le capital de la société dont elle a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12

Néant

2.18.7. Liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci

Néant

2.18.8. Les mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier

Néant

2.18.9. Accords entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote

Néant

2.18.10. Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du conseil d'administration ainsi qu'à la modification des statuts de la société

Les statuts de la société dans ces domaines ne dérogent pas aux principes généralement admis en matière de société anonyme.

2.18.11. Pouvoirs du conseil d'administration, liés en particulier à l'émission ou au rachat d'action

Voir Annexe 2

2.18.12. Accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société, sauf si cette divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, porterait gravement atteinte à ses intérêts

Néant

3. Autorisation à donner au conseil d'administration d'intervenir sur ses actions propres

Nous vous informons que le programme de rachat d'actions autorisé, conformément aux dispositions de l'article L 225-209 du Code de Commerce, par l'assemblée générale mixte du 26 juin 2008 vient à expiration à l'issue de la présente assemblée générale.

Nous vous proposons de conférer tous pouvoirs à votre conseil, avec faculté de délégation, à faire acheter par la société ses propres actions, dans le respect des conditions légales et réglementaires applicables au moment de son intervention.

Ainsi, l'assemblée générale :

- autoriserait le conseil d'administration à acquérir un nombre d'actions de la Société ne pouvant excéder 10 % du nombre total d'actions composant le capital social à la date de l'assemblée générale du 26 juin 2009, soit 1.752.636 actions, pour un montant global maximum ne pouvant excéder 3.505.272 €;
- déciderait que l'acquisition de ces actions pourrait être effectuée par tous moyens et notamment en bourse ou de gré à gré, par blocs d'actions ou par l'utilisation d'instruments financiers dérivés, et aux époques que le conseil d'administration appréciera et, les actions éventuellement acquises pourront être cédées ou transférées par tous moyens en conformité avec les dispositions légales en vigueur,

- déciderait que cette autorisation d’opérer sur les propres actions de la société est conférer aux fins de :
 - l’animation du marché des actions, visant notamment à assurer la liquidité de l’action, par un prestataire de services d’investissement, dans le cadre d’un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l’AMAFI reconnue par l’Autorité des Marchés Financiers,
 - l'annulation des actions acquises, sous réserve de l'adoption de la résolution à caractère extraordinaire figurant à l'ordre du jour de l'assemblée générale mixte du 26 juin 2009 et relative à l'autorisation de la réduction du capital,
 - la conservation ou/et la remise d’actions à titre d’échange ou de paiement dans le cadre de toutes opérations de croissance externe de la société ou du groupe,
 - l’attribution / la cession d’actions aux salariés ou aux dirigeants du groupe en conséquence d’obligations liées à l’émission de titres donnant accès au capital, à des programmes d’options d’achat d’actions, à l’attribution gratuite d’actions, à l’attribution ou à la cession d’actions aux salariés dans le cadre de la participation aux fruits de l’entreprise, de plan d’actionnariat salarié ou de plan d’épargne entreprise,
 - la remise d’actions lors de l’exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit de quelque manière que ce soit à l’attribution d’actions de la société,

- déciderait que le prix unitaire maximum d’achat des actions ne devrait pas être supérieur à 2 euros, sous réserve des ajustements en cas d’opérations sur le capital tel qu’indiqué ci-dessous ;
- déciderait que l’acquisition, la cession, le transfert de ces actions pourraient être effectués et payés par tous moyens, notamment de gré à gré ;
- déciderait que le programme de rachat d’actions mis en œuvre en application de la présente résolution pourrait être poursuivi en période d’offre publique d’achat visant la société.

En cas d’augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution gratuite d’actions ainsi qu’en cas de division ou regroupement des titres, de modification du nominal de l’action, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d’amortissement du capital ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le prix maximum d’achat indiqué ci-dessus serait ajusté dans les mêmes proportions, l’assemblée déléguant au conseil d’administration tous les pouvoirs pour se faire.

L’assemblée générale des actionnaires conférerait tous pouvoirs au conseil d’administration, avec faculté de subdélégation, pour l’accomplissement de ce programme de rachat d’actions propres, et notamment pour passer tous ordres de bourse, conclure tous accords pour la tenue des registres d’achat et de vente d’actions, effectuer toutes formalités et déclarations auprès de l’Autorité des Marchés Financiers et tous autres organismes, remplir toutes formalités et d’une manière générale, faire le nécessaire.

Le conseil d’administration donnera aux actionnaires dans son rapport à l’assemblée générale annuelle les informations relatives aux achats, aux transferts, aux cessions ou aux annulations de titres ainsi réalisés.

ooo ooo ooo

Nous nous tenons à votre disposition pour vous donner toutes les explications complémentaires que vous pourriez désirer.

En cas d'accord de votre part, nous vous invitons à approuver les résolutions qui vous sont présentées.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Annexe 1 : Tableau des 5 derniers exercices

	2004	2005	2006	2007	2008
Capital en fin d'exercice					
Capital social	3.339.977	4.450.546	5.090.193	7.010.546	7.010.546
Nombre d'actions ordinaires	8.349.943	11.126.365	12.725.483	17.526.364	17.526.364
Nombre maximum d'actions à créer :					
▪ Par droit de souscription	1.510.752	2.222.768	1.603.815	315.800	239.700
▪ Par conversion d'obligations	3.600.000	4.392.000	3.513.600	0	0
Opérations et résultat					
Chiffre d'affaires hors taxes	7.498.233	8.544.202	10.747.127	13.087.770	14.235.386
Résultat avant impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	-3.134.000	-2.787.065	80.617	2.480.603	1.975.904
Impôts sur les bénéfices	-19.331	-47.442	-35.750	-28.555	-192.942
Participation des salariés					
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	-4.481.393	-4.426.355	-1.782.079	-766.362	127.401
Résultat distribué					
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amortissements et provisions	-0,373	-0,246	+0,009	+0,143	+0,124
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	-0,537	-0,398	-0,140	-0,044	+0,007
Dividende attribué					
Personnel					
Effectif moyen des salariés	33	32	29	28	29
Montant de la masse salariale	1.974.858	2.150.173	2.084.110	2.112.926	2.205.263
Montant des sommes versées en avantages sociaux (Sécu. Soc. œuvres sociales)	888.119	979.585	932.213	919.021	993.304

Annexe 2 : Tableau récapitulatif des autorisations d'émission de titres de capital et de créance et niveau de leur utilisation

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
Autorisation donnée au conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions	26 juin 2008	18 mois (26 décembre 2009)	500.000 actions	NEANT	
Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou d'autres titre de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances avec maintien du droit préférentiel de souscription	26 juin 2008	18 mois (26 décembre 2009)	10.000.000 euros	NEANT	
Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou d'autres titre de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, avec suppression du droit préférentiel de souscription	26 juin 2008	18 mois (26 décembre 2009)	10.000.000 euros	NEANT	
Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou d'autres titre de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes	26 juin 2008	18 mois (26 décembre 2009)	10.000.000 euros	NEANT	
Délégation de pouvoirs donnée au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ou autres titres de la société ou des valeurs mobilières donnant accès au capital dans la limite de 10 % du capital de la société en vu de rémunérer des apports en nature	26 juin 2008	18 mois (26 décembre 2009)	10.000.000 euros	NEANT	

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital					
Autorisation donnée au conseil à l'effet de procéder, au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de la société ou de son groupe, ou de certaines catégories d'entre eux, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre	26 juin 2008	18 mois (26 décembre 2009)	5 % du capital social	NEANT	
Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de créer toutes actions ou valeurs mobilières sans droit préférentiel de souscription, donnant droit immédiatement ou à terme à une quotité du capital en cas d'offre publique d'échange initiée par la société	26 juin 2008	18 mois (26 décembre 2009)	10.000.000 euros	NEANT	
Autorisation conférée au conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par voie d'annulation de tout ou partie de ses propres actions	26 juin 2008	18 mois (26 décembre 2009)	10 % du capital social	NEANT	
Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à une augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves ou bénéfices ou autres sommes dont la capitalisation serait admise	26 juin 2008	18 mois (26 décembre 2009)	5.000.000 euros	NEANT	
Délégation de compétence donnée au conseil de l'effet d'augmenter le capital en faveur des salariés de la société ou des sociétés de son groupe, adhérant à un plan d'épargne d'entreprise	26 juin 2008	18 mois (26 décembre 2009)	10 % du capital social	NEANT	